



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

«Parlement: mot étrange formé de deux verbes "parler" et "mentir".»

Anonyme

ISSN 0026-9433

N° **1674**  
du 24 au 30 mai 2012



**Occupons  
nos boîtes !  
Supprimons  
le patronat !**

M 02137 - 1674 - F: 2,50 €



PA900

# Editorial



Du temps de la droite au pouvoir, c'était clair : la « mouvance anarcho-autonome francilienne » était un danger pour la France éternelle. Militantes et militants contre les prisons, les centres de rétention, pour le droit au logement... Bien pratique pour l'État policier (sic) pour dénoncer une « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme ». Patatras avec la désormais plus que célèbre « affaire » de Tarnac qui était censée démanteler le « terrorisme d'ultra-gauche ». Ce qu'on ignore, c'est que les procédures judiciaires suivent leur cours. Celles et ceux qui étaient de la militance libertaire dans les années quatre-vingt se souviennent de l'amnistie pour le GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) et d'autres. Hollande et son équipe ministérielle sauront-ils s'en souvenir ? La gestion du Capital en sau-poudrant le tout de quelques mesures sociales est en dessous du minimum syndical ; ne pas faire peur aux marchés est-ce la colonne vertébrale du socialisme à la française ? Dans un premier temps le « gouvernement Hollande » a cherché à signifier une rupture, on va dire à marquer sa différence. La parité, la diminution du salaire des ministres, ont certes plus une valeur « effet d'annonce », mais ce que les médias nomment les choses sérieuses vont pointer plus que le bout de leur nez. La porte-parole du gouvernement a beau déclarer : « Nous ne sommes pas là seulement pour gérer, mais pour réformer le pays, pour vaincre les privilèges, pour améliorer la vie des Français », on reste dubitatifs... Surtout qu'il faut avoir en tête que les élections législatives vont peut-être troubler l'ordre des choses. Par exemple, les candidats battus aux législatives ne pourront pas rester ministres ! Déjà les syndicats frappent à la porte pour pouvoir juger sur pièces. En ce qui concerne les « points chauds », citons Fralib en occupation d'usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône) depuis le 11 mai dernier. Vu qu'avec la période des vacances arrivent souvent les mauvais coups, les délégués syndicaux (CGT et CFE-CGC) se sont adressé par courrier aux ministres concernés. C'est-à-dire : Michel Sapin, Stéphane Le Foll et Arnaud Montebourg. Bon, tout ça pour provoquer l'organisation d'une table ronde nationale sur l'avenir industriel du site provençal que la multinationale Unilever veut rayer de la carte... On verra bien si un changement de locataire à l'Élysée vaut la chandelle. De notre côté, on y a jamais cru et on continue à ne pas y croire...

# Sommaire

## Actualité

- Osons un avenir de luttes**, par Fabrice, page 3
- « Fralib appartient à la CGT »**, par G. Goutte, page 4
- Météo syndicale**, par T. Impétueux, page 6
- L'enfer des bonnes intentions**, par CAFards, page 5
- Luttes des mal-logés sur Paris**, par Nicolas, page 7
- Action antipub à Poitiers**, par FA86, page 8
- L'homophobie, spécialité française ?**, par P. Schindler, page 9

## International

- Situation de l'Espagne**, par Daniel, page 10
- Anniversaire indigné pour l'Espagne**, par R. Pino, page 11
- Les étudiants en grève au Québec**, par Jean, page 12
- Madagascar, trône pour la corruption**, par P. Rama, page 14

## Saint-Imier 2012

- Anarcha-féminisme**, par Commission Femmes, page 16

## Histoire

- Le syndicalisme révolutionnaire**, par S. Boulouque, page 17

## Mouvement

- La Malatesta, librairie anarchiste**, par Daniel, page 19
- Avis de décès**, page 20
- 70<sup>e</sup> congrès de la FA**, par J. Bournique, page 21
- Radio libertaire**, page 22
- Agenda**, page 23

## Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n <sup>os</sup>	○ 25 €
6 mois, 25 n <sup>os</sup>	○ 50 €
1 an, 45 n <sup>os</sup>	○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## Bulletin d'abonnement

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Osons !

**LES ACTEURS** sont désormais connus (et il est recommandé de s'extasier devant la parité du casting). Premier ministre, ministres et sous ministres, ainsi que leur escouade de conseillers, d'experts, d'« oreilles » sont en place.

Mais la singularité de cette (mauvaise) pièce tient au fait que c'est toujours la même histoire qui se joue depuis des décennies. L'histoire sans fin en quelque sorte. Cela explique pourquoi les militants anarchistes, qui n'ont pas la mémoire courte, aspirent à changer moins les acteurs que le scénario !

« Le changement, c'est maintenant, La rupture c'est tout de suite, Changer la vie... », autant de slogans creux, pitoyables et dérisoires qui durent le temps des campagnes et rejoignent ensuite le cimetière des illusions perdues.

Est-il déraisonnable de dire tout simplement : arrêtez vos conneries, la réalité est ailleurs. Osons tout d'abord l'anaphore, c'est tendance.

La réalité, notre quotidien est là pour le rappeler, c'est le chômage, la précarité, les fins de mois (parfois au 15 du mois) impossibles.

La réalité, ce sont les millions de travailleurs pauvres, les millions de familles qui ne peuvent plus se chauffer ou se soigner correctement.

La réalité, c'est l'exploitation forcénée qui se développe dans certains secteurs comme le bâtiment ou l'agroalimentaire. De véritables sociétés de traite des travailleurs d'Europe de l'Est (payés 3 à 4 euros de l'heure) y prospèrent avec la bénédiction des directives européennes comme la sinistre directive Bolkestein.

La réalité, c'est la casse des services publics, des hôpitaux, la liquidation de la formation initiale et continue (Greta et Afpa), l'autonomie des établissements scolaires ou des universités, gérés comme des petites entreprises.

La réalité, c'est l'arnaque du siècle que constitue le remboursement de la dette.

La réalité, c'est l'austérité de droite, de gauche, à perpétuité.

La réalité, ce sont les 100 milliards annuels de niches fiscales et les dizaines de milliards d'exonérations patronales qui dépouillent la Sécurité sociale.

La réalité, c'est le système bancaire qui continue de spéculer et qui se contrefout des pseudos tentatives de « moralisation » de politiciens cyniques ou niais.

La réalité, c'est une Confédération européenne des syndicats qui non seulement ne fait rien pour les travailleurs grecs, espagnols ou portugais mais accompagne tous les mau-



Manifestation du corps enseignant à Athènes en 2006

vais coups de l'union européenne. Cette Europe vaticane, cette Europe subsidiaire qu'incarne si bien Jacques Delors (le papa de Martine Aubry) et dans laquelle Hollande et Ayrault (élevé à l'école du mouvement des jeunes chrétiens ruraux) se reconnaissent totalement. Cette Europe de Chérèque, évidemment, qui réclame déjà sa place de cogestionnaire de l'exploitation et de colégislateur de l'inacceptable.

Mais la réalité, ce sont aussi des millions de salariés, chômeurs, retraités, étudiants qui refusent en Europe par la grève, l'occupation des entreprises et la manifestation cette barbarie généralisée.

La réalité, ce sont ces centaines de milliers de syndicalistes qui cherchent la voie de la résistance, qui refusent les compromis-

sions des appareils et qui ne sont pas disposés à accepter l'austérité syndicale.

Alors pour tenir compte de toutes ces réalités, osons! Osons construire une Fédération anarchiste à la hauteur des enjeux. Osons la confrontation d'idées avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte de classe. Osons faire revivre, sous des formes actuelles, l'idéal des Bourses du travail de Pelloutier.

Osons faire vivre le syndicalisme indépendant, le fédéralisme, l'interprofessionnel, les mandats. Osons les luttes. Partout.

**Fabrice**

Gruppe La Sociale  
de la Fédération anarchiste

# Fralib aux mains de la CGT !



« **L'ENTREPRISE** est désormais sous contrôle de la CGT », affirmaient vendredi 11 mai dernier les salariés de Fralib en occupant à nouveau le site de Gémenos. « Les salariés de Fralib ont repris pleine possession de leur usine et de leur outil de travail, outil que nous avons toujours affirmé protéger pour permettre la mise en œuvre de notre solution alternative », continuaient-ils. Nous l'avions vu dans un précédent numéro du Monde libertaire, la justice a récemment validé le nouveau plan social que souhaite établir le groupe Unilever pour l'usine de Gémenos. Depuis, fort de ce feu vert, la direction cherche à déménager les outils de travail pour fermer définitivement le site. L'occupation a donc été décidée par les grévistes afin d'empêcher les cols blancs de mener à bien leur projet. Et ce d'autant que le nouveau président a promis, s'il était élu, de sauver Fralib, sans doute en appuyant l'alternative proposée par les salariés, à savoir la reprise de l'affaire en coopérative. Il faut donc gagner du temps car une fois l'usine démontée, il n'y aura plus rien à sauver...

Mais la direction n'entendait pas en rester là et, mercredi 15 mai, elle envoie une bande de grosses brutes armées de « cannes de combat » pour tenter de mettre un terme à l'occupation en créant un climat de violence qui serait défavorable aux salariés devant les tribunaux. La présence d'une caméra de France 2 les fera néanmoins déguerpir au dernier moment, avant qu'ils ne puissent s'adonner à leur triste besogne. Ce n'est pas la première fois que la direction paye des nerfs pour inti-

mider et provoquer les grévistes : en novembre 2011, ils avaient envoyé cinq grévistes aux urgences et les pompiers avaient dû intervenir à deux reprises.

Le lendemain, jeudi 16 mai, le tribunal de grande instance de Marseille ordonne l'expulsion des grévistes pour le 1<sup>er</sup> juin, laissant ainsi un peu de temps aux deux parties pour mener des négociations et trouver une sortie de crise « consensuelle ». En tout cas, les salariés de Fralib n'entendent rien lâcher : « Nous avons laissé ici du sang et de la sueur et il n'est pas question de lâcher quoi que ce soit après bientôt six cents jours de lutte, et surtout pas de laisser partir ou détruire notre outil de travail », déclarait Gérard Cazorla, secrétaire CGT du CE.

Pour l'heure, les grévistes attendent surtout une intervention du nouveau gouvernement dans lequel ils placent bien des espoirs. À tort ? Pas forcément, ce recours étant désormais, dans l'immédiat, la solution la plus favorable aux salariés. Les prochains jours nous diront s'ils avaient ou non raison. En attendant, ils continuent de travailler ensemble sur leur projet de création d'une société coopérative ouvrière de production dont ils vont bientôt présenter le business plan. L'occupation dure toujours, donc, et, pour l'occasion, les travailleurs ont baptisé l'endroit « Espace de liberté, de fraternité et de travail ».

**Guillaume Goutte**  
Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste



Pour soutenir financièrement les Fralib, vous pouvez commander le film-documentaire de Claude Hirsch, *Pot de thé, pot de fer*, édité par Pol'Art, pour la modique somme de 12 euros. Pour plus d'informations, rendez-vous sur [www.asspolart.com](http://www.asspolart.com)

### Premier dérapage du parti néonazi grec

C'est la première fois depuis son succès électoral du 6 mai dernier que Nikos Mihaloliakos, chef du groupe grec néonazi Chryssi Avgghi (Aube dorée), tient publiquement des propos négationnistes. Il a nié l'existence des chambres à gaz lors d'un entretien télévisé, s'attirant une protestation du gouvernement dans un pays où le négationnisme n'est pas poursuivi.

### Police partout, justice nulle part

Vingt personnes ont été arrêtées à la suite d'une action antifasciste et envoyées au dépôt de Paris. Elles sont toutes sorties sauf les trois qui ont refusé le prélèvement ADN ; elles passeront en procès début juillet. Un militant est poursuivi pour rébellion parce qu'il était parti en courant. Selon un camarade de la Fédération anarchiste, en fait, les flics l'ont rattrapé et frappé et lui ont collé une « rébellion » pour justifier le fait qu'ils l'avaient bien amoché.

### Flashball

Une centaine d'étudiants, de professeurs et de membres du personnel Biatoss (SUD étudiant, CGT, Snasub-FSU) de l'université de Paris-6 ont manifesté contre la tenue du conseil d'administration. En effet, ce dernier examinait le projet de rapprochement entre l'université Paris-8 (Saint-Denis) et celle de Paris-10. Prévus par la loi relative aux « libertés et responsabilités des universités » de 2007, cette fusion vise la mise en place d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur. Pour rappel, Paris-8 est la dernière université où les salariés sont acceptés. Lors de cette manifestation, une camarade étudiante de la Fédération anarchiste a vu débouler une myriade de flics avec flashball et tout l'attrail répressif. Les étudiants ont alors fait irruption dans les cours pour prévenir de cette invasion intolérable, refusant que Saint-Denis ne devienne un pôle d'excellence réservé aux riches et aux Blancs. Plusieurs représentants étudiants ont été arrêtés. Nous attendons les suites.

### Tous des lanceurs de confettis !

Le procès de JC a eu lieu au « palais d'injustice » de Poitiers pour « outrage au jet de confettis » à la suite d'une chorale Brassens en soutien à la liberté d'expression, le jour de la fête de la musique 2011. Cette initiative visait à manifester une solidarité envers des personnes aux prises en France avec la police et la justice pour avoir interprété cette chanson.



LA PRÉSIDENTIELLE étant passée, on s'occupe maintenant des choses sérieuses... Entre autres Fralib est sur la sellette, c'est le moins qu'on puisse dire. La semaine dernière la justice examinait la demande du « fabricant de thé et d'infusions » d'expulser les salariés qui occupaient l'usine de Géménos dans les Bouches-du-Rhône. On ne rappellera pas les faits que nous pouvons nommer « cinq ans de désagrégation » sous Sarkozy, bien sûr. Le problème, relations avec les marchés obligent, est qu'il faut conjuguer ça avec la nomination d'un socialiste aux rênes de l'Etat. Faut-il attendre le raz-de-marée rose (viendra-t-il ?) pour mettre vraiment tout en branle au niveau social ? Bref que tout se décide à l'Assemblée nationale.

Cette « stratégie » qui aurait fait bondir de leurs gonds les fondateurs de la CGT, fait peu de cas de la force qui reste encore aux syndicats.

C'est pourquoi, revenons à nos moutons, que la décision prise d'expulser les occupants et occupants de Fralip est une décision chèvre-chou ! Tout le monde, patronat comme syndicats, est content. On verra bien avec le temps, disent-ils tous et pendant ce temps-là l'action syndicaliste passe sous la table face aux échéances politiques.

Pourtant ! Mettre sous le boisseau la colère ouvrière ne renforce pas le mouve-

ment social. Mais on oublie les positions de Lénine et consorts qui affirmaient que la classe ouvrière n'était pas adulte, donc qu'il en fallait d'autres pour lui montrer le bon chemin à suivre ! En attendant le mouvement syndical français reste, objectivement, l'arme au pied en attendant tout du nouveau lider maximo de la République.

Autre industrie, autres problèmes ? On apprend dans les médias que les journalistes sont des travailleurs fatigués. Heures supplémentaires, flux tendu, certes ils ne sont pas toujours à la fête. Ben... avant (?) il y avait les ouvriers du Livre qui partageaient la peine. Maintenant, évolution technique oblige, ils se cognent tout le taf à eux seuls. En gros... exit typographes, photogreveurs et même correcteurs, sans oublier les secrétaires de rédaction

Sûr qu'à faire le boulot de tout le monde ça use ! Et en plus le patronat se frotte les mains. Certes le xx<sup>e</sup> siècle voit tout évoluer techniquement. Les tactiques syndicales basées sur les métiers vont aux oubliettes et tout est à réinventer, à construire. Faut-il pour cela tout balancer à la poubelle, certes non. Ne pas oublier le passé pour un autre futur, Chiche !

Sitting Bull

### Manifestation pour la dépenalisation du cannabis

À l'occasion de la Marche mondiale du cannabis, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblées à Paris, à l'appel de nombreuses associations (Act up, Aides, le Circ, le MJS ou la LDH) pour réclamer la dépenalisation de la consommation de cannabis, la régulation de sa production et sa prescription dans un cadre thérapeutique.

### Procès de six militants accusés de terrorisme

Jugés au tribunal correctionnel de Paris, six militants d'extrême gauche sont accusés de terrorisme. Ils auraient planifié des actions violentes, notamment au moment de la lutte anti-CPE (contrat première embauche) en 2006 et lors de l'élection de Sarkozy en 2007. La justice leur reproche la fabrication ou la détention de produits incendiaires ou explosifs. Âgés de 29 à 31 ans, ils encourent dix ans de prison. En ce qui nous concerne, nous leur apportons notre pleine et entière solidarité.

### Sordides bizutages

Onze pompiers ont été mis en examen pour viol en réunion dans l'enquête sur une affaire survenue lors d'un bizutage dans un car qui ramenait de Colmar l'équipe de gymnastique de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris. Un d'entre eux est accusé de viol et deux autres d'agression sexuelle, selon le parquet. L'un d'eux a été écroué. L'avocat des deux plaignants a lancé un appel à d'autres victimes éventuelles « qui ont subi les mêmes agissements, les mêmes barbaries, les mêmes violences, à se manifester. Le bizutage, le rituel, la tradition ne sont pas une excuse. Je les invite à briser la loi du silence », a-t-il ajouté, accusant leur hiérarchie d'avoir fermé les yeux sur ces pratiques présumées depuis longtemps. Il serait temps.

### Enfin !

Areva, numéro un mondial du nucléaire, a été condamné pour faute inexcusable par le tribunal des affaires de sécurité sociale de Melun (Seine-et-Marne), après la mort d'un ex-salarié d'une mine d'uranium au Niger.

Du 14 au 22 mai, à Paris, s'ouvre le premier procès sous juridiction antiterroriste de six camarades désignés comme appartenant à la « mouvance anarcho-autonome ».

La justice leur reproche des faits s'inscrivant dans diverses luttes de ces dernières années : la révolte des migrants enfermés dans le Centre de rétention administrative de Vincennes, qui aboutit à sa destruction par le feu ; l'opposition à la construction des Établissements pour mineurs ; les manifestations de rage et de dégoût suite à l'élection de Sarkozy, ministre de l'Intérieur devenu président ; et le mouvement de refus massif du CPE, contrat de travail destiné aux jeunes, qui permettait de les virer à tout moment en guise de bienvenue sur le marché.

La justice fait son travail : isoler, constituer des groupes pour les rendre responsables de pratiques largement partagées (grèves et manifestations sauvages, sabotages) et, ainsi, redéfinir la frontière entre dialogue social acceptable et pratiques de luttes à réprimer ; enfermer quelques-uns pour faire peur à tous. Mais aussi, ici, par l'invocation de l'imaginaire sanglant du « terrorisme », dépolitiser toute critique radicale, en la mettant sur le terrain moral du bien et du mal. Car puisque des mauvaises intentions suffisent à définir « l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », le « terroriste » n'est au fond qu'un mauvais citoyen qui veut cracher dans la soupe, et mérite ainsi le régime carcéral.

Des drames comme la tuerie de Toulouse – contre lesquels l'augmentation des pouvoirs de police ne peut pas grand-chose – sont pain béni pour justifier les procédures antiterroristes et, plus généralement, pour renforcer tous les dispositifs de gouvernement par la peur. En créant des épouvantails (islamistes, anarcho-autonomes), de telles procédures permettent aussi de fabriquer une nouvelle définition de la bonne citoyenneté, où chacun est enjoint non seulement de respecter la loi, mais aussi de faire preuve de bonne volonté, de se mobiliser activement pour la perpétuation de l'ordre social, c'est-à-dire pour l'économie, le capitalisme.

Toute institution ayant en charge de gérer des populations crée de bonnes catégories à faire vivre et de mauvaises à corriger. En tant que collectif de chômeurs et précaires, nous connaissons bien les deux faces de cette politique où s'entrelacent en permanence bonne vieille discipline et technologie high-tech du contrôle. Ce qui nous menace aujourd'hui n'est pas seulement ce qui est interdit et réprimé, mais ce que la société valorise et exige de nous. À côté de la pénalisation des formes de refus et de résistance se renforce sans cesse une exigence de participation, de mobilisation pour l'ordre social (l'économie).

Que voyons-nous chaque jour dans ces officines de l'entreprise du « social » que sont les

Pôle emploi et les CAF ? Que le chômeur et, plus généralement, tout usager d'une institution sociale, est d'emblée soupçonné de fraude, de refus d'insertion, bref de mauvaise volonté. Et que cette présomption de culpabilité transforme des droits collectifs en faveurs à mériter au cas par cas, chaque allocataire ayant à prouver sa mobilisation dans la course à l'emploi, à donner des gages d'insertion, de bonne volonté envers « l'intérêt général », sous peine de perdre ses allocations.

Et si, depuis des années, on assiste à une banalisation des arrestations, des garde-à-voir, des perquisitions, des interrogatoires, comment ne pas la rapprocher de la multiplication, dans le même temps, des contrôles domiciliaires, des rendez-vous obligatoires d'évaluation et autres contrôles humiliants que subissent tous ceux qui touchent une allocation sociale ? Petite terreur de l'agent de la CAF s'immisçant chez nous pour chercher à nous piéger, à nous couper nos moyens de subsistance, et grande terreur du juge antiterroriste qui peut te mettre en prison des années pour des textes contestataires et des fumigènes bricolés, s'opposent moins qu'elles ne se complètent. Dans une société qui ne promet plus grand-chose – on parle de « crise » –, reste le gouvernement par la peur, par l'individualisation, par l'intériorisation de la force de ce qui doit être la bonne conduite, le bon comportement. Qu'importe que l'inégalité règne, que la subordination de classe reste le fondement de l'économie, puisqu'il est à la portée de chacun de s'impliquer, d'être motivé, de rester employable ou de travailler à le devenir, c'est-à-dire avoir un projet de vie inscrit dans l'horizon du travail salarié. Qu'importe si rien n'est vrai, puisque c'est (la bonne) intention qui compte.

Il nous faut construire les moyens collectifs pour s'attaquer à ces dispositifs qui cherchent, au tréfonds de nous, dans un binarisme absurde, soit à nous faire plaider coupable, en faute et en dette face à cette société, prêts à subir le châtement, soit à nous épuiser à donner des preuves de notre innocence et de notre bonne volonté.

Et si nous sommes solidaires des six camarades dont le procès commence en même temps que la nouvelle présidence, c'est au nom d'un refus commun de ces figures qu'on voudrait nous voir incarner : le bon citoyen et le bon pauvre, le bon Français entreprenant et délateur, xénophobe et travailliste.

Nous, chômeurs et précaires, continuerons à refuser de nous faire insérer de force, et à porter de bien mauvaises intentions envers cette société qui ne promet rien que nous désirions.

CAFards de Montreuil

collectif de chômeurs et précaires

# Casse-toi, pauvre !

**EN LANGAGE ADMINISTRATIF**, la chasse aux pauvres s'appelle PNRQAD (Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) : le plan est appliqué par les organes de l'État (préfectures, régions, départements, municipalités), coordonné par ses services (agences d'urbanisme, services sociaux, etc.), en association avec le Capital (promoteurs, sociétés immobilières, groupes financiers, investisseurs) et ses sous-traitants (architectes, proprios, agences de communication, etc.). Le but : « Requalifier le PPPI (Parc privé potentiellement indigne) », déterminé à partir de données croisées extraites de quatre fichiers (taxe d'habitation, impôt sur le revenu, propriétaires et propriétés). « La méthode est appuyée sur l'idée qu'un logement vétuste dont l'occupant dispose de ressources modestes a une probabilité plus grande d'être indigne<sup>1</sup>. »

On commence par jeter les squatteurs à la rue en livrant ceux sans papiers aux services de l'immigration. Les bulldozers interviennent sans que les habitants aient le temps de récupérer leurs affaires, et on n'hésitera pas à les accuser de tout et n'importe quoi. Les immeubles qu'on a laissés pourrir sont rasés au nom de la lutte contre l'insalubrité. À la place, on met un musée ou une piscine, des bureaux, des commerces et des logements plus écolos et plus chers. Les cités sont rebâties selon des plans conçus en fonction des besoins policiers de contrôle et de répression, et la « mixité » assurée en donnant accès au logement social à des familles plus aisées. Les indésirables disparus, on fêtera enfin la « renaissance » du quartier.

À Saint-Denis (93), en février dernier, une femme est morte après s'être fait brûler vive dans le hall de la mairie, n'en pouvant plus d'être avec ses enfants à la rue. Le maire ayant alors déclaré qu'il fallait réquisitionner les bâtiments vides, un collectif a commencé à s'installer dans un immeuble. Dès le lendemain matin, sur ordre du préfet et sur demande du propriétaire – un groupement d'institutions dont la mairie –, ils en ont été délogés par la force. Le collectif s'est invité aux « états généraux du logement » où le maire leur a promis un rendez-vous. Le jour dit, l' élu était absent, mais la flicaille encore présente pour les faire dégager, avec à la clé quelques coups et un procès, pour « violence envers un policier ».

Pour ce seul plan lancé en 2009, 87 municipalités ont déposé un dossier de candidature. La Commission chargée d'examiner les demandes juge que « l'ensemble des dossiers d'Île-de-France sont dans la cible du



PNRQAD », et met particulièrement en avant quatre communes de Seine-Saint-Denis : Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen, Montreuil-Bagnolet. L'expulsion du Hanul, plus ancien campement de Roms de la région, en juillet 2010, l'évacuation de Roms par tramway en septembre dernier, ou encore la mise à la rue de centaines d'habitants l'hiver 2010 à Bagnolet et l'été dernier à Montreuil sont autant d'exemples à suivre pour tous ceux chargés d'appliquer ce plan.

Puisqu'on nous « parque » et qu'on nous « cible », nous devons nous défendre. Différents collectifs de précaires, mal-logés, expulsés, sans-papiers, se rencontrent et s'organisent. Les stratégies d'associations (réclamer des lois puis, en cas de « victoire », réclamer leur application...), tout comme les discours des politicards municipaux et des sbires préfectoraux (qui se renvoient la balle tout en se prêtant main forte) les ont convaincus de n'avoir rien à attendre que d'eux-mêmes. Et de compter sur la libre association pour rassembler leurs forces, la solidarité pour répondre aux besoins urgents, et la prise de décision collective pour mener leurs actions.

C'est ainsi que la SGIM (bailleur social qui « valorise son patrimoine » de 15 000 logements<sup>2</sup>), dont le président est aussi à la tête de Paris Habitat (115 000 logements) mais encore adjoint au logement à la mairie

de Paris, et qui affirme chercher « des solutions si on ne veut pas que Paris reste aux mains de quelques privilégiés », a reçu dernièrement, de la part de non-privilégiés à la recherche de logements, une petite visite qui a animé ses austères bureaux. Le boss étant évidemment invisible, c'est son secrétaire général qui s'est chargé du baratin le temps que les condés se pointent. On se doutait bien qu'il faudrait insister un peu...

Puisque nous sommes nombreux à être concernés, « que se multiplient les formes concrètes de résistance : collectifs de quartier indépendants de ceux qui gèrent les villes, occupations de logements vides, pression sur les conseils municipaux, les réunions de concertation et les bailleurs sociaux, rassemblements et résistances contre les expulsions<sup>3</sup>. »

**Nicolas**

Groupe d'Ivry  
de la Fédération anarchiste

Le collectif Prenons-la-ville tient une permanence pour échanger des informations sur le PNRQAD et son application les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lundis du mois de 16h30 à 19h30 au Rémouleur (106, rue Victor-Hugo, Bagnolet, métro Robespierre).

# Action poitevine contre l'agression publicitaire

MERCREDI 16 MAI dernier, à Poitiers, les Déboulonneurs 86 proposaient une promenade antipub, à laquelle nous avons participé.

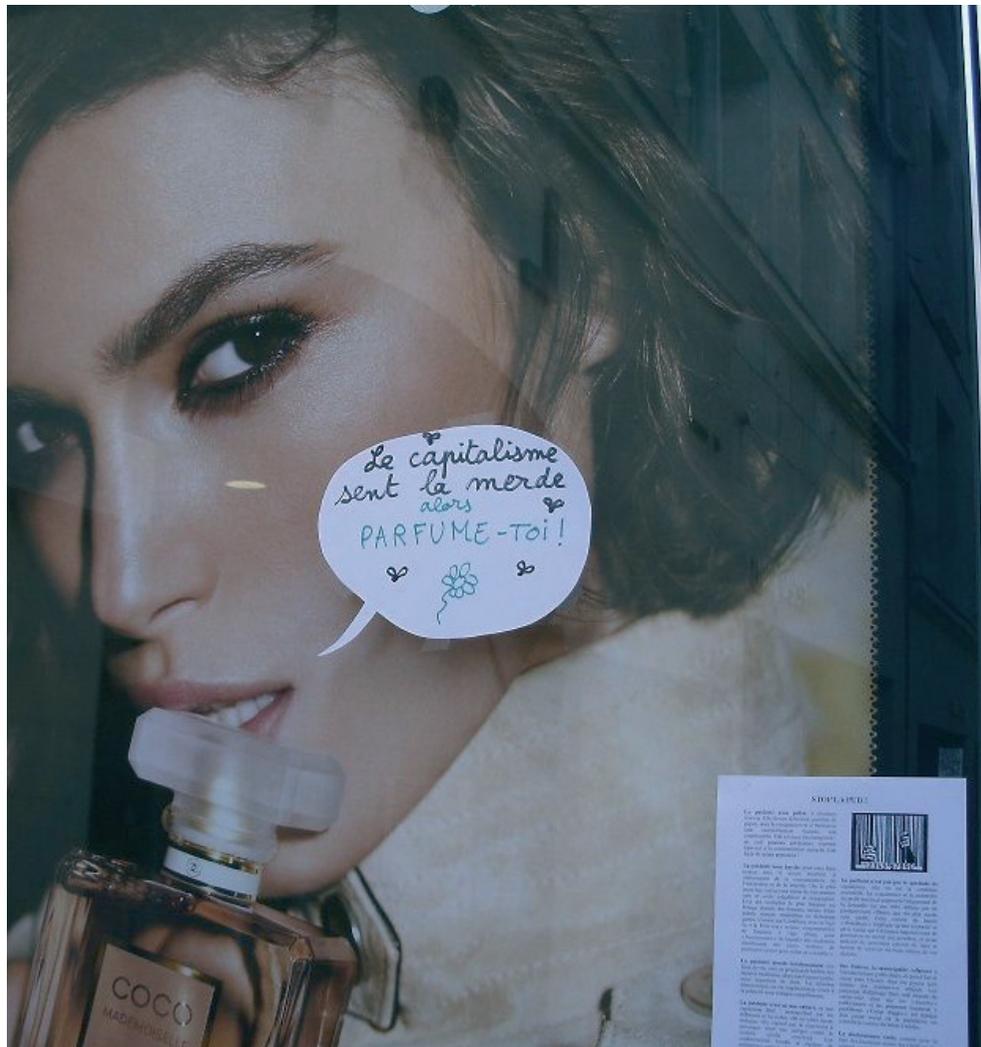
Il s'agissait d'aller rendre visite aux hideuses sucettes publicitaires qui jalonnent le centre-ville, pour discuter ensemble des détournements possibles, puis de scotcher sur ces totems de la marchandise des papiers annotés de formes diverses, peints ou écrits au marqueur.

Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel, entamant une déambulation sympathique, en compagnie d'une participante revêtue, pour l'occasion, d'une jolie robe en prospectus publicitaires.

Sous bonne escorte d'une demi-douzaine de flics notant scrupuleusement les phrases écrites, le cortège s'est arrêté un moment, en soutien à des personnes que les flics dégageaient du porche de Notre-Dame pour «chien non tenu en laisse», prétexte habituel pour harceler les sans-logis et mal-logés de Poitiers.

Onze sucettes publicitaires ont finalement été détournées. Des gens se sont arrêtés pour prendre le temps de regarder ces oeuvres éphémères, et lire le tract des Déboulonneurs qui était scotché à chaque fois dans un coin.

Groupe Pavillon noir  
de la Fédération anarchiste



## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# L'homophobie, marque déposée en France

**SELON** le dernier rapport de l'association SOS Homophobie, dans notre pays, l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie sont bien ancrées dans les rapports sociaux. Les plus de 1 500 témoignages recueillis cette année par l'association constituent la seule référence pour suivre, année après année, leur évolution.

## Internet, premier bastion de l'homophobie

Si Internet reste le premier bastion de l'homophobie et de la transphobie, le second est encore plus impressionnant : plus de 38 % de personnes ayant contacté l'association en sont victimes dans leur vie quotidienne, que ce soit dans leur famille, dans leur entourage, dans leur voisinage ou encore au travail. Une homophobie que certaines personnes interrogées seraient presque tentées de qualifier « d'ordinaire » et pourtant la plus difficile à vivre. Les victimes connaissent leurs agresseurs, les côtoient chaque jour, et c'est parfois inlassablement que ces actes homophobes et transphobes se répètent tous les jours. Les répercussions de ces agressions quotidiennes engendrent un mal de vivre profond chez les victimes.

## Hausse des agressions sur les lesbiennes et les trans

Les agressions physiques augmentent encore et toujours : les témoignages sont en hausse de 22 % et il faut remonter à 2005 pour en relever autant. Si 47 % des agressions physiques globales sont commises dans des lieux publics, il faut noter l'exceptionnelle surreprésentativité des lesbiennes dans cette triste catégorie. En effet, 70 % des agressions physiques lesbophobes se sont produits dans les lieux publics. Les lesbiennes paient ainsi bien lourdement le prix de leur visibilité dans l'espace public. Par ailleurs, 28 % des personnes trans qui contactent SOS Homophobie font état d'agressions physiques commises à leur encontre, qui revêtent bien souvent une violence extraordinaire. Idem sur les lieux de travail. Selon Élisabeth Ronzier, présidente de l'association : « Au travail, la crise et les difficultés durcissent les rapports sociaux et les employeurs et collègues affichent plus librement leur homophobie. » Le rapport détaille également les manifestations de l'homophobie. Dans la moitié des témoignages recueillis par SOS Homophobie, ces agressions se manifestent par des insultes. Dans



19 % des cas par du harcèlement et dans 13 % des cas par des agressions physiques.

## Quelques témoignages

Le rapport publie également de nombreux témoignages issus des signalements reçus par l'association. Maxime, 17 ans, subit du chantage sur Facebook par l'un de ses contacts. Ce dernier menace de publier une photo de lui encadré en rouge avec écrit « pédale » si Maxime ne lui donne pas 20 euros. Il a décidé de porter plainte avec l'appui de sa mère. Adrien est fatigué par le harcèlement qu'il subit de la part de son gardien d'immeuble qui lui balance régulièrement à la figure : « Je ne suis pas un pédé, moi. » Paul et Adam, 19 ans, étaient en train de manger dans un restaurant rapide parisien lorsqu'un vigile s'est approché d'eux pour leur demander d'être plus « discrets ». Ils se tenaient par la main, et se faisaient quelques caresses sur la joue... Traité à l'hôpital pour une maladie infectieuse, Mathieu est assis dans la salle d'attente au côté de son petit ami. Quand le médecin les invite à le suivre, une femme

s'interpose pour les traiter de « sales pédés », les accusant de « ramener le sida ». Et tutti quanti.

## Un manque flagrant d'information

Face à cette augmentation des agressions, SOS Homophobie préconise le retour des actions de prévention, d'information, de sensibilisation à destination du grand public dans son intégralité (élèves, étudiants, enseignants, professionnels du secteur privé, du secteur public, etc.). Il est urgent que le quotidien de ces trop nombreuses victimes puisse enfin s'améliorer et gagner en sérénité, afin qu'elles puissent vivre librement leur orientation sexuelle et leur identité de genre comme n'importe quel être humain. Les anarchistes ne peuvent qu'être solidaires d'une telle revendication qui relève de leur engagement à lutter pour la liberté et l'émancipation de tous les individus.

**Patrick Schindler**  
Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste

# Écoutez l'Espagne

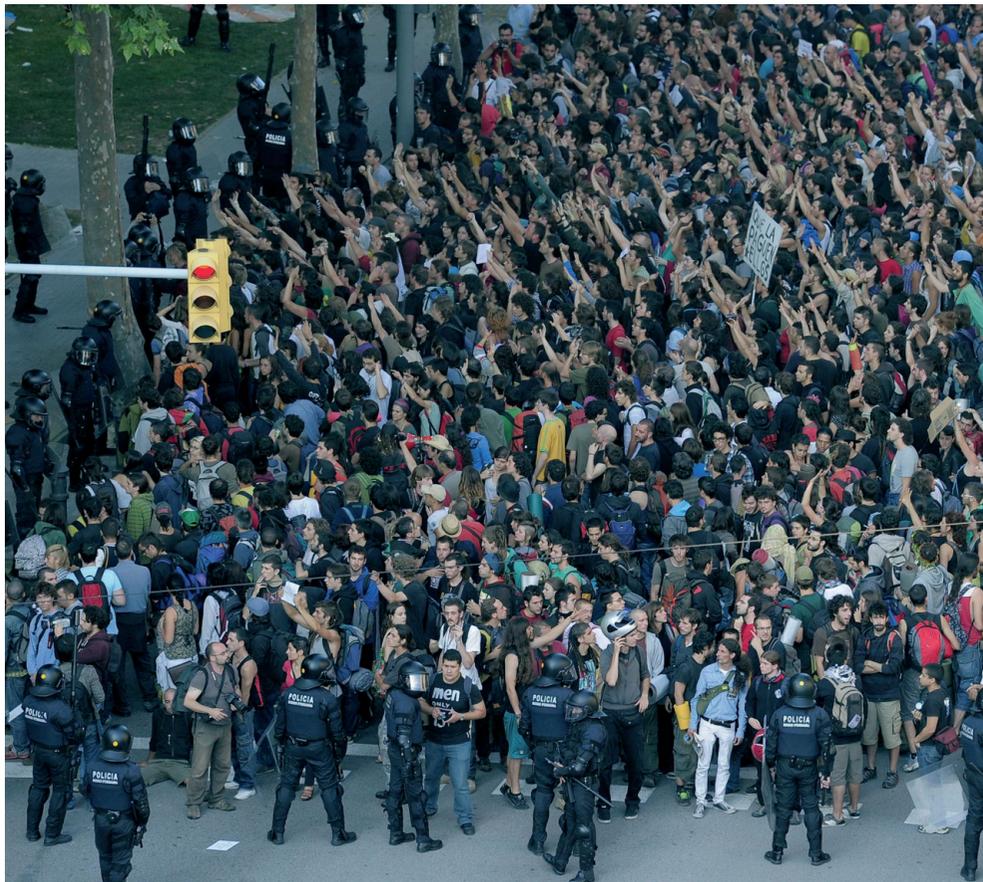
**ACCUSÉE** d'être l'autre mauvais élève de l'économie européenne, comment va l'Espagne, affectée par la récession, et dont la crise est aussi morale ?

Pour faire bref dans le cadre de cet article, il faut évidemment aborder la bulle spéculative immobilière. Cela date des mesures fiscales très attractives de 1979 visant à encourager le passage à la propriété, et qui bénéficièrent de taux bancaires très bas et accordés sans veiller à l'endettement des ménages. Une loi libéralisa, en 1998, les plans d'occupation des sols. La spéculation démultiplia les mises en chantier, et le passage à l'euro encourageant la baisse des taux hypothécaires, dans un contexte économique alors euphorique, entraînèrent la construction de centaines de milliers d'immeubles. Les prix commencèrent alors à augmenter, l'appât du gain étant plus fort que la raison. En 2002, la Banque d'Espagne tira la sonnette d'alarme, mais le mal était fait : les prix augmentaient de 30 % par an et, en 2008, une brusque chute de la demande, due à l'essoufflement du marché et à un contexte économique mondial détérioré, provoqua la fin du miracle. Des centaines de milliers de familles étaient prises au piège du crédit à rembourser.

Mais, dans l'euphorie d'alors devenue un cauchemar, de nombreuses régions firent des choix budgétaires très optimistes, comme Valence. Des installations pharaoniques (un circuit automobile, un aéroport, des terrains de golf, etc.) souvent laissées à l'abandon aujourd'hui, plombent les finances régionales par milliards d'euros et décrédibilisent les élus de tout bord. La dévastation économique globale et les désastreuses situations régionales sont telles que les flux de travailleurs sont maintenant inversés : 23 000 espagnols ont quitté le pays au cours du premier trimestre 2012 pour trouver du travail ailleurs.

Sur un plan plus large, 23 % de la population active est au chômage et on trouve, en Espagne, le plus fort taux de jeunes surdiplômés sans emploi (31 % contre 19 % en Europe). Onze millions et demi de personnes sont sur le point de tomber dans la pauvreté ou l'exclusion sociale et le problème s'aggrave. Les ravages sociaux, l'incertitude sur la sortie de crise, ajoutés à l'incurie des gouvernants, l'absence de confiance dans les banques... génèrent un sentiment dépressif.

Dans ce contexte déjà lourd, il faut ajouter des facteurs plus récents qui laissent certains commentateurs de la presse nationale comparer la crise morale actuelle avec celle du XIX<sup>e</sup> siècle, qui fait pourtant date dans la mémoire collective.



Par exemple, l'emblématique famille royale a fait jaillir le scandale à deux reprises récemment. La première est liée à des affaires louches au bénéfice du gendre du roi, Urdangarin. Après avoir désavoué l'indélicat, le roi est à présent accusé d'avoir favorisé ces transactions douteuses. Et, en avril, ce même roi se blessa au cours d'une chasse à l'éléphant au Botswana. La photographie de son trophée (un éléphant tué) a fait le tour du monde et en a dégoûté plus d'un, surtout quand on a su que 30 000 euros furent déboursés pour avoir le droit de chasser le pachyderme !

Toujours en avril, la présidente argentine Kirchner décide brutalement de nationaliser la part d'exploitation de pétrole dans son pays détenue par une firme espagnole YPF, qui détenait 51 % de la société Repsol. L'État espagnol portera l'affaire devant les tribunaux internationaux, mais le coup est sévère et pourrait se reproduire avec d'autres firmes espagnoles en Amérique du Sud.

C'est donc dans un pays en récession, en proie au chômage de masse et à la pauvreté qui se développe, à des coupes budgétaires sévères qui touchent même les retraités, les budgets sociaux et la santé, tout cela sur fond de scandales au plus haut niveau, de fuites des cerveaux, d'une jeunesse qui se dit sacrifiée, c'est donc dans un tel pays que l'opi-

nion publique réagit fortement. Le mouvement des Indignés (15-M) de 2011 est le fruit de cette situation. Le succès de la grève du 29 mars 2012 ou des manifestations du 1<sup>er</sup> mai de cette année sont des signes forts que la combativité et la colère ne s'apaisent pas. Je peux témoigner qu'au centre de Madrid, en l'espace du week-end du 21 avril, il y eût au moins trois manifestations : une protestation contre le pouvoir de l'Église catholique, et deux autres pour protester contre l'augmentation de 11 % du prix de ticket de métro. Enfin, le mouvement des familles qui cherchent la vérité sur les dizaines de milliers de victimes des purges franquistes jetées dans des fosses communes, remobilisent bien des têtes blanches qui avaient délaissés l'activisme antifranquistes. La liaison entre générations d'activistes peut se faire.

Tout cela nous dit que l'Espagne populaire n'est pas soumise. C'est cette Espagne là qui mérite toute notre attention et notre respect : sachons nous en inspirer parfois, et l'écouter pour mieux l'épauler si les temps devenaient plus sombres encore.

**Daniel**  
Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste

# Cette Espagne qui résiste

**ANNIVERSAIRE OBLIGE**, un an après la naissance du mouvement du 15 mai 2011 (15 M), les Indignés avaient décidé de réinvestir, pour quatre jours et quatre nuits, les places des principales villes d'Espagne, et d'abord la Puerta del Sol à Madrid, là où tout avait commencé. Les temps ont quelque peu changé. Le pays est désormais dirigé par un gouvernement de droite qui pond à chaque Conseil des ministres des mesures antisociales comme l'Espagne n'en a pas connu depuis la fin de la dictature franquiste. Inutile de dire que les dirigeants actuels n'entendaient pas se faire déborder par des rassemblements comme ceux qui, en 2011, avaient occupé la rue pendant des mois. Le ministre de la Justice a donc exhibé ses muscles et donné l'ordre d'évacuer toutes les places chaque soir à partir de 22 heures (heure à laquelle on est très loin d'aller se coucher en Espagne). Les évacuations par la police, toujours aussi délicate, ont finalement eu lieu vers les 4 heures du matin, sans café ni croissants, mais avec force coups de matraque, et a donné lieu à l'arrestation d'une trentaine de manifestants toujours pacifiques et non violents.

Ces évacuations effectuées par des forces de police en nombre disproportionné par rapport à la «menace» représentée par les contestataires n'ont fait qu'accroître l'indignation citoyenne de celles et ceux qui n'ont fait qu'occuper un espace public pour demander plus de possibilités de participation démocratique, afin de résoudre les problèmes qui les touchent directement, comme le chômage, le manque de logements accessibles, ou la corruption du personnel politique. Selon leur principe d'assemblée générale permanente, les Indignés (même si leur mouvement semble moins populaire qu'il y a un an), ont tout de même pu faire un constat de la situation économique du pays et – surtout – de ses habitants. Constat évidemment dramatique de la dégringolade ininterrompue à laquelle on assiste depuis maintenant trois ou quatre ans. Dégringolade qui a des répercussions sur la vie quotidienne (le logement par exemple) et qui donne matière à l'élaboration de slogans tels que : «Pourquoi y a-t-il des habitants sans logis, et des logis sans habitants?»

Initiée plus récemment pour dénoncer les affirmations des politiques et des médias à leur service, les Indignés mènent la campagne «Dénoncer les mensonges». Mensonges que l'on connaît bien ici aussi, comme ceux à caractère économique : «Diminuer le coût des licenciements permet au patron d'embaucher», «Le système privé fonctionne mieux que le système public», ou à caractère social : «Il n'y a pas assez d'argent pour l'éducation», «La santé privée est moins onéreuse que la



publique», ainsi qu'à caractère politique : «Le peuple est souverain, il nous a choisis et donc nous le représentons», «nous sommes tous égaux devant la justice» et autres fadaïses...

Autre préoccupation des Espagnols touchés par la crise, et notamment celle de l'immobilier, le logement. La campagne anti-expulsions s'est révélée jusqu'à présent assez efficace<sup>1</sup>, et d'autres propositions ont été faites comme créer des coopératives de dettes, chargées de renégocier les emprunts et d'utiliser les rabais accordés par les banques pour certains crédits afin de les clôturer. Autre proposition : créer un parc immobilier autogéré en recensant les logements vides ou abandonnés, en identifiant leurs propriétaires, et après étude, suivant le cas, les libérer pour les mettre «à disposition du peuple». Dans tous les cas, exiger la dépenalisation des occupations «sauvages» d'immeubles. Le programme est vaste et ambitieux, mais comme l'affirment les Indignés : «Nous allons doucement parce que nous allons loin.» Toutefois, comme dit plus avant, force est de reconnaître que le mouvement des Indignés ne semble pas bénéficier du même soutien populaire qu'en mai 2011 (même si ce soutien demeure important). Par contre, les mouvements sociaux plus classiques reprennent de la vigueur (effet de vases communicants ou conjonction des deux formes de contestation ?) Les organisations syndicales révolutionnaires CNT – CGT – SO<sup>2</sup>, au vu du succès de la grève générale du 29 mars dernier, appellent à poursuivre la mobilisation nécessaire pour stopper les atteintes aux droits de la population.

Dans cette optique, du 29 mai au 15 juin,

les trois centrales anarcho-syndicalistes organiseront des rassemblements, manifestations, ateliers, grève de la consommation, journées de luttes, ainsi que toute autre action permettant de dénoncer et combattre toutes les attaques gouvernementales dont les travailleurs sont victimes. Ces trois semaines d'action doivent permettre d'aboutir à une nouvelle grève générale afin d'en finir avec les coupes budgétaires, les atteintes à la législation du travail, et permettre de récupérer tous les droits perdus par les travailleurs ces dernières années (sous la droite comme sous la gauche). «Appel est donc lancé à tous, précaires, travailleurs actifs ou au chômage, retraités et étudiants... à réoccuper les rues, les places des villes et villages, pour revendiquer le droit à l'emploi, à une éducation et santé publiques, au droit à un logement digne, pour dire non à la diminution des droits sociaux, aux privatisations et pour organiser une sortie sociale de la crise créée par la classe possédante<sup>3</sup>.»

Enfin, concernant Laura Gómez, emprisonnée depuis le 25 avril, nous apprenons sa libération, sous caution de 6 000 euros. Pour plus de détails voir le blog du comité de soutien : [comitelauragomez.blogspot.fr](http://comitelauragomez.blogspot.fr)

**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1657 (26/01 au 01/02/2012) : «Okupation, collectifs contre les expulsions».

2. Confédération nationale du travail – Confédération générale du travail espagnole – Solidarité ouvrière.

3. Appel du Secrétariat permanent du Comité confédéral (CGT).

Montréal

# « On est en grève pis c'est pas des crisses de farces ! »



**Jean**

Groupes de Rouen  
de la Fédération anarchiste

**MONTRÉAL**, ce n'est pas qu'une banlieue culturelle entre New York et Paris, pas qu'un spot de vacances ou une opportunité de carrière. En ce moment, c'est le terrain d'une révolte qui prend de l'ampleur.

Ça a commencé par une grève étudiante, la plus importante depuis 2005, qui dure depuis douze semaines (record nord-américain). Le prétexte: la hausse annoncée de 1 625 dollars des frais de scolarité à la fac. Le gouvernement Charest considère que les étudiants – ces privilégiés qui feront plein de thunes plus tard – doivent contribuer.

Là-bas, les AG ne se tiennent pas n'importe comment. Dans chaque fac, il y a un syndicat étudiant unique à cotisation obligatoire. C'est l'AG qui décide si son «syndicat» s'affilie à une fédération nationale. En gros, c'est comme si l'affiliation à l'Unef ou à SUD était décidée par une élection d'UFR. Les syndicalistes ont donc une bonne longueur d'avance sur toute forme d'organisation autonome. C'est la formule RAND, entrée dans les lois du travail pour briser le syndicalisme radical. Ces associations deviennent les seules entités légitimes et sont présentées par de nombreux militants comme un modèle de démocratie directe. Mais les AG ont l'inertie de la procédure et elles sont désertées. Ce système de

représentation donne beaucoup de moyens à un appareil mais tend à décourager toute initiative qui n'émane pas de la structure. Dans ces conditions, c'est difficile d'élargir le mouvement; et les étudiants sont cloisonnés dans leurs disciplines. Malgré tout, les AG ont largement voté une grève générale illimitée.

## Le carré rouge

Le plus frappant, c'est l'ampleur du mouvement. Depuis trois mois, il y a des manif tous les jours à Montréal, et des actions de perturbations. La plupart du temps, ça va de 1 000 à 10 000 personnes, mais, le 22 mars, au moins 200 000 personnes sont sorties marcher avec leur petit carré rouge. C'est un bout de feutre porté au revers, pour montrer la solidarité avec la grève. Il est omniprésent dans les rues, dans les bus, etc. (on voit aussi des draps rouges aux balcons). Ça rend la grève présente comme événement, mais sans contenu. La grève rassemble tout un paquet de gens qui ne partagent pas grand-chose d'autre qu'un symbole. La durée, l'approfondissement du conflit révèlent toujours plus la fausse solidarité dont le carré rouge est le signe.

Contrairement au mouvement de 2005, il n'y a pas d'occupation. Les campus «à risque» sont fermés administrativement dès la

grève votée. Ceux qui tentent de rester sont tous arrêtés. Les actions directes se multiplient et dépassent en vigueur les coups de 2005, mais on dirait que tout est fait, même au sein du mouvement, pour que rien ne déborde du cadre. En particulier, des «pacifistes» deviennent de plus en plus violents envers les méchants «black blocs» et autres incivils qui nuisent à l'image.

Le mouvement est dur à déchiffrer: les discours sont rares et les slogans vides. On s'en tient à un activisme un peu réducteur. Depuis que des mandats de reconduction automatique ont été adoptés, les AG sont désertées et ne sont plus qu'un outil pour faire durer. Le mouvement se déploie en une multiplicité de projets et d'expériences plus modestes, mais moins vides: recueil hebdomadaire de poésie, «maison de la grève», université populaire nomade, etc., plus des petites bandes informelles qui se sont formées au cours de la grève et qui font la solidité du mouvement.

## Pourrissement

La durée de cette grève n'était pas prévue et la situation pourrit. Les étudiants n'ont rien à perdre et ne vont pas lâcher l'affaire. De leur côté, Charest et Beauchamp (la ministre de



l'Éducation) maintiennent une ligne dure et comptent sur le soutien de ceux qui en appellent à l'ordre. Ils ne s'attendaient pas, eux non plus, à un mouvement d'une telle ampleur. Même certains citoyens des plus réacs en ont marre de l'entêtement du gouvernement qui commence à coûter cher et qui transforme Montréal en zone occupée. Le budget annuel de la police de Montréal est déjà dépensé et les hélicoptères continuent de tourner en permanence au-dessus de la ville. La « crise » coûte cher à la ville et crée des tensions entre le maire et le Premier ministre. Les éditorialistes des grands journaux rivalisent de commentaires imbéciles et condescendants. Dans une lettre parue dans *Le Soleil* de Québec, un fonctionnaire du gouvernement a appelé les gens de bon sens à « servir aux gauchistes leur propre médecine » : s'inspirer des tactiques fascistes des années trente et défier les grévistes et soutiens. La situation polarise tout.

Les flics sont épuisés et deviennent de plus en plus agressifs ; les bavures se multiplient. Ils disposent des moyens qu'ils ont reçus à l'occasion du G20 de 2010 à Toronto. Le harcèlement policier devient systématique. De plus en plus de gens sont arrêtés, détenus, paient des cautions, des avocats, et on attend les procès de camarades qui risquent de la prison ferme. Depuis quelques semaines, les injonctions pleuvent ; dans certaines villes, les flics et les vigiles forcent le retour en classe et les grévistes qui tentent d'entrer se font cogner. Au point que même les profs se sont résignés à refuser la reprise des cours.

Dans leur coin, des militants antigreve et partisans de la hausse se sont regroupés sous

le nom de MESRQ (Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec).

### Printemps québécois

Il y a quelques semaines, les mises à pied massives chez Aveos (sous-traitant d'Air Canada) ont entraîné des manifestations souvent soutenues par de nombreux étudiants. Idem pour Rio Tinto-Alcan. D'autres mobilisations se sont trouvées « dopées » par la situation (exemple : mobilisation contre le plan Nord, un mégaprojet de « développement » du gouvernement Charest). Le 20 avril, à Montréal, un « salon de l'emploi » pour le plan Nord a été copieusement perturbé par des gens de divers horizons (groupes autochtones, écologistes, anars... et étudiants en grève). Ils ont réussi à entrer dans le palais des congrès et à prendre le contrôle du quartier pendant plusieurs heures : des lignes de flics qui se sauvent en courant sous les jets de pierres, de bouteilles et autres, des barricades sur la rue Saint-Antoine et des rassemblements qui resurgissent de partout après chaque dispersion. La Sûreté du Québec a dû être appelée en renfort. Bien sûr, les flics aussi s'en sont donné à cœur joie. Après coup, Charest et les médias à sa botte ont parlé d'une émeute, de la grève étudiante, mais pas de contestation du plan Nord. Pourtant, certains médias internationaux (CNN, Aljazeera, *Le Monde*) commencent à prêter attention au mouvement et à parler de « printemps québécois ».

La ministre Beauchamp a appelé à la négociation à condition de ne pas recevoir les plus radicaux. Les délégués se sont solidarisés et ont refusé ces conditions. La tension continue

de monter et les actions s'intensifient : bétonnage du métro, fumis dans les centres commerciaux aux heures d'affluence, saccage du bureau de la ministre et attaque de nuit d'un poste de police.

### Les balances

De plus en plus de gens sont tentés par l'action directe. Mais des grévistes soi-disant pacifistes, carré rouge sur le cœur, s'organisent pour « sécuriser » les manifs : les « casseurs » sont pris à partie physiquement et les slogans antiflics hués. Il est arrivé que les flics annoncent au haut-parleur qu'ils interrompaient la marche (5 000 ou 10 000 personnes) pour procéder à des arrestations. Ils se sont servis dans la foule, sous les applaudissements des « pacifistes », et la manif a pu reprendre son cours. Ça a de quoi faire flipper.

### Arrogance du gouvernement

Le gouvernement nie l'aspect politique de ce mouvement. Son arrogance et la violence de ses flics continuent d'amplifier la rage, et la mobilisation trouve un deuxième souffle. La grève a encore du temps devant elle. Et plus ça dure, plus ça agrège d'autres luttes. Cette crise prend le nom de « mouvement étudiant », mais elle dépasse largement le cadre étudiant.

J.

Sources :

<http://grevemontreal.noblogs.org/>

<http://juralib.noblogs.org/>

Madagascar

# Démocratie : organisation légale de la **corruption** ?



**Patrick Rama**

*Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste*

**LA QUESTION SE POSE CLAIEMENT** à Madagascar, mais ce qui s'y passe n'est que le reflet plus lisible de l'organisation des pouvoirs dans le monde.

Chaque pays doit répondre à des normes dictées par les nations dominantes. Chaque nouveau gouvernement arrivant au pouvoir reçoit, de la part de la « communauté internationale », le mode d'emploi et le code de bonne conduite nécessaires à sa reconnaissance et à son droit d'entrer dans le concert des nations, au label « bon à exploiter » dans les deux sens du terme.

À Madagascar, en relais de l'époque coloniale, les méthodes mafieuses font maintenant école car le but reste clairement le même : piller jusque dans les moindres niches toutes les richesses du pays, et ce en contrepartie de fonds de développement ou d'investissements générant de nouvelles dettes, de nouvelles compromissions et une nouvelle forme d'asservissement pour le siècle à venir. Le plus grand perdant, c'est bien entendu la population, et si la mission première de l'État était de protéger les citoyens et leurs familles, la raison économique et politique l'emporte sur la raison d'État posant alors la question du rôle des autorités et de leur légitimité.

En 2010, un rapport de la Banque mondiale estimait que deux tiers des Malgaches vivaient en dessous du seuil de pauvreté soit avec moins de un dollar par jour. En 2012, cette estimation peut être revue à 80 % de la population, soit plus de 16 millions de pau-

vres qui survivent sur un matelas cousu d'or. La multiplication des découvertes de richesses naturelles est le seul réel enjeu perçu par le concert des nations, sous couvert du sempiternel discours d'une nécessaire implantation de la démocratie dans le pays.

De nombreuses filières stratégiques sont concernées : les mines, les énergies fossiles, les terres rares, le bois, les terres cultivables et la propriété foncière. Sur ce tableau apocalyptique, se greffent l'ensemble des moyens de gestion coercitive existants :

– les banques dont près de 90 % sont de capitaux étrangers et aux taux d'emprunts exorbitants (20 % est un classique), relevant plus de l'usure que de l'emprunt de développement ;

– les institutions dont les réformes favorisent l'émergence de partenariats nouveaux à chaque changement de régime et étouffent dans l'œuf les velléités de contestation ou de résistance (les dérives étatiques sont telles qu'elles sont en négociation permanente avec l'armée et les institutions policières afin de préserver leur collaboration) ;

– les ONG qui, sous couvert de développement durable ou de recherche, sont les têtes de pont d'identification de nouvelles richesses (huiles essentielles, plantes médicinales ou cosmétiques) ;

– les fonds culturels dont le but est de formaliser une entente culturelle, artisanale et artistique *low cost*, conforme aux marchés internationaux.

Pour clore cette présentation non exhaustive, il reste à décrire l'état d'esprit dans lequel sont menés ces « échanges » et que l'on pourrait résumer ainsi : « Les Malgaches travaillent bien, mais il est impossible d'amener le pays à une échelle de production standardisée. D'autre part, le Malgache est paresseux et ne voit pas plus loin que le rapport immédiat, n'hésitant pas à gruger leurs patrons. Ils n'ont pas d'attachement à leur entreprise et tout au plus est-il possible d'identifier de bons exécutants. »

La vérité est que le Malgache veut vivre et refuse le modèle qui lui est proposé, ce modèle qui remet en cause sa souveraineté, sa culture, son mode de vie, son avenir et ses traditions. Ce modèle qui l'exproprie de ses richesses et détruit son environnement. Ce modèle qui divise dans un jeu politique caricatural où l'ensemble des dirigeants anciens et contemporains jouent à la chaise musicale et réclament la tenue de nouvelles élections auxquelles plus personne ne croit et dont l'issue quelle qu'elle soit ne serait que la reconduite de l'exploitation à outrance.

Trois années après la prise de pouvoir par l'actuel gouvernement présidé par Andry Rajoalina et nommé « gouvernement de la transition », le pays s'enlise dans un exercice du pouvoir qui finit par ressembler à un mandat volé à la nation. Un régime consécutif à une prise de pouvoir populaire, au prix du sang versé, de l'exil, de la répression, de la destruction des biens et de l'emprisonnement politique. Un régime dont la finalité était de mettre en place des élections qui n'ont jamais

eu lieu car il y avait économiquement et stratégiquement beaucoup mieux à faire. Un régime qui a donné au peuple Malagasy cette occasion de renouer avec la faim, la misère et l'asservissement. En réalité, le seul facteur résistant dans le bon déroulé des tractations, c'est le peuple qui a pris conscience de son asservissement dans la plus grande détresse. Aujourd'hui, la population malagasy est autant en danger que les lémuriers qui vivent dans l'île. L'expropriation du pays s'est faite à coups de 4X4, de contrats, de tee shirts, de discours « démocratiques » et de vulgaires « goodies » car la pauvreté est devenue une stratégie de conquête à part entière dont l'équation est simple : lorsqu'elle s'instaure tout s'achète, même les âmes. C'est à l'ouverture de ce grand supermarché qu'ont collaboré les gouvernements successifs depuis 1960 ! Il reste aux nations dominantes à renforcer ou à fragiliser le pouvoir des élites locales dont elles entretiennent le statut et dont la principale vocation est de faire avaler la pilule d'une misère nécessaire au bon ordre économique mondial.

Mais il faudra compter avec cette population maintes fois trompée par des déshérences politiques. Il faudra compter avec cette jeunesse ouverte aux nouvelles technologies et qui compte bien avoir droit à une existence. Il faudra compter avec les nombreux intellectuels et membres de la société civile qui se placent en contre-pouvoir et réclament le droit à vivre leur civilisation. Il faudra enfin compter sur cette désaffection à toute notion de pouvoir central qui, depuis l'indépendance, n'a eu de cesse de faire passer le développement social au second plan, bien loin derrière les priorités économiques et politiques. Il n'est donc pas étonnant, dans un tel contexte, de voir surgir de nouveaux codes d'appartenance sous des formes multiples : les sectes religieuses, les pratiques ancestrales d'autogestion et de démocratie directe par les fokolonona et une recherche d'un autre modèle politique. Madagascar est inconsciemment devenu un creuset de recherches d'alternatives sociales possibles dans le plus grand silence. Pour que la chape soit démise, les médias internationaux attendent leurs modèles habituels de renversement de pouvoir par la violence, mais ils ne l'auront pas. Le peuple en a assez d'être manipulé dans l'affrontement et opte aujourd'hui pour l'action directe, non pas seulement au plan politique ou syndical, mais au plan de la recherche et de l'expérimentation d'une société nouvelle basée sur la proximité, le droit à la vie du citoyen et sur son émancipation.

### Sur la terre

Le dossier le plus sensible et passé sous un silence concerté, c'est l'accaparement des terres à Madagascar. Si l'achat des terres par les étrangers était traditionnellement interdit, la loi de 2003 autorise les opérations menées par des sociétés étrangères associées à une



entreprise malgache. Que se cachait-il derrière cette loi ?

- L'accès d'investisseurs étrangers à l'appropriation des moyens et outils de travail à des fins de spéculation.

- La valorisation financière des biens.

- La prise en otage de la population cantonnée à des travaux de servage et d'exécution.

- La création de sociétés de nationalité mixtes concentrées entre les mains des grandes familles dirigeantes malgaches bien plus acquies à la culture de l'argent qu'à l'amélioration des conditions de vie de leurs compatriotes.

Le travail remarquable du Collectif pour la défense des terres malgaches vise à alerter sur les tentatives d'expulsion et d'expropriation dans les villes et surtout dans les campagnes. Tout bon investisseur sait que la propriété est la base d'une implantation solide pour mieux sécuriser les capitaux. En 2009, le président Ravalomanana alors en exercice, l'a payé au prix fort. Après avoir négocié avec la société coréenne Daewoo un contrat de bail pour quatre-vingt-dix-neuf années et portant sur 1,3 millions d'hectares de terres, il s'est heurté à un refus catégorique de la population, provoquant de gigantesques manifestations qui ont abouti à sa démission, puis à son exil en Afrique du Sud. Ces espaces cultivables étaient destinés, sans contrepartie pour la population, à la culture de maïs et d'huile de palme réservée à la production de biocarburants.

C'est sur cette vague d'opposition qu'est venu se greffer l'actuel président Andry

Rajoelina dont la mission était d'organiser rapidement des élections et qui s'est finalement fixé comme mandat de structurer sa légitimité de fait autour de tractations financières de tout genre destinées à mettre en accords des pays concurrents pour l'exploitation des richesses.

Le message populaire était pourtant clair : le refus d'une politique basée sur l'esclavage et le népotisme, la volonté de prendre en main sa souveraineté et sa propre destinée et la décision de construire son avenir dans le respect des coutumes et des traditions locales.

Il est clair que ce message n'a toujours pas été entendu. Signe de manque de maturité des dirigeants ou de mépris de leurs administrés ?

Aujourd'hui, ces transactions continuent en dehors de toute transparence par le biais de sociétés d'exploitation malgaches, prête-noms d'intérêts internationaux. Il devient très difficile d'évaluer l'étendue des transactions abouties. La notion de propriété n'ayant jamais été formalisée au sens capitaliste du terme, la terre appartenait aux petits paysans qui l'exploitaient, laissant une porte ouverte à toutes les revendications de propriété et en particulier, aux revendications d'État.

Quant à la valorisation de méthodes agricoles adaptées et l'appui des populations paysannes pour nourrir le pays, ce ne sont que lettres mortes oubliées au fond d'attachés cases rutilants.

P. R.

Suit de l'article dans le prochain numéro du *Monde libertaire*.

# Ni ménagères, ni courtisanes, militantes et égales !

COMME TOUTES LES SPHÈRES de la société, comme tous les mouvements politiques, syndicaux ou associatifs, le mouvement libertaire est soumis à de nombreux clichés et habitudes instillés par le patriarcat, et rencontre autant de difficultés que les autres à mettre en œuvre l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce n'est qu'en adoptant une attitude volontariste que nous pourrions, femmes et hommes ensemble, pas à pas, changer cette situation.

C'est pourquoi nous proposons que, lors des Rencontres internationales de l'anarchisme à Saint-Imier en août 2012, cette question soit permanente !

Les objectifs sont multiples : échanger nos informations et nos analyses, confronter nos revendications, construire des mobilisations, le tout dans un souci d'enrichissement mutuel plutôt que d'unanimité de façade.

Les sujets ne manquent pas :

– apports du mouvement féministe au mouvement libertaire et du mouvement libertaire au mouvement féministe ;

– en quoi le travail salarié peut-il être émancipateur ? ;

– quels rapports à nos corps, à leur appropriation par le système marchand et publicitaire ? Quid de la dépersonnalisation ? Comment faire vivre aujourd'hui la revendication « Notre corps nous-mêmes ! » ? ;

– ordre moral patriarcal et morale anarchiste ? ;

– violences, guerres, système prostitutionnel : comment lutter contre ? Quelles revendications ?

La mise en œuvre de ce choix politique peut prendre diverses formes :

– animation des tables rondes anarcha-féministes (11 heures à 13 heures, du mercredi au dimanche au théâtre municipal) et organisation d'ateliers non mixtes sur les thèmes des conférences (qui pourraient faire l'objet d'interventions lors des séances plénières) ;

– attention à ce que les thèmes des conférences soient traités de façon genrée ;

– débats spécifiques : par exemple sur la situa-

tion de l'avortement et de la contraception dans les différents pays représentés ;

– vigilance sur les prises de paroles : nombre, genre, durée, diversité des intervenants ;

– mixité dans la répartition des tâches organisationnelles ;

– souci d'un climat relationnel serein et non sexiste, attention aux espaces et aux temps où pourraient avoir lieu des agressions (campings, bars, nuits) ;

– volonté d'en garder trace dans les productions ultérieures à l'événement (écrits, photos, vidéos, sons).

Toutes et tous, à chaque petit pas que nous faisons, nous avançons ; à chaque négligence, passivité ou refus, nous reculons !

**Commission Femmes de la FA**

*Texte adopté par le Comité d'organisation des Rencontres internationales de l'anarchisme*

## Rencontres internationales de l'anarchisme Appel à souscription

DU 8 AU 12 AOÛT 2012 auront lieu les Rencontres internationales de l'anarchisme à Saint-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des 140 ans du congrès de la première Internationale anti-autoritaire qui fut organisé en 1872.

On trouvera plus d'informations sur les contenus et l'esprit de ces rencontres sur le site [www.anarchisme2012.ch](http://www.anarchisme2012.ch).

Jusqu'ici, les organisations qui ont porté et animé cette importante échéance sont : la Fédération anarchiste (FA), l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), la Fédération libertaire des montagnes (FLM), l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et Espace noir. D'autres organisations ont rejoint le comité d'organisation : Alternative libertaire (AL), la Coordination des groupes anarchistes (CGA), la Federazione dei Comunisti Anarchici (FdCA), Karakök Autonome, Libertäre Aktion Winterthur, l'Organisation communiste-libertaire (OCL).

Nous sommes toujours à la recherche de volontaires pour participer à l'organisation de ces Rencontres internationales : traduction, cuisine, nettoyage, surveillance, etc. Il est possible de s'inscrire sur le site.

Sont d'ores et déjà prévus des tables rondes, des meetings, des concerts (cinq par jour), des conférences (une trentaine), des spectacles de théâtre, des performances, des projections de films, des expositions, etc.

L'IFA tiendra son propre congrès à Saint-Imier à l'occasion des Rencontres internationales. Nous attendons des organisations, groupes et individus de tous les pays. Nous souhaitons que soient représentés les mouvements et groupes d'un maximum de pays : Tunisie, Égypte, Chili, Mexique, Uruguay, Brésil, Israël, Palestine, Russie, Biélorussie, etc. Les contacts pris sont nombreux et intéressants.

Tout cela aura un coût important : location des salles, du matériel de traduction ; location

de gîtes ; hébergement des conférencier.e.s, des groupes de musique, des délégations étrangères ; achat de la nourriture ; etc. Nous avons évalué le budget global à 100 000 euros, 50 000 euros pour les concerts/spectacles et 50 000 euros pour les conférences/meetings. Dans ces 50 000 euros, nous prévoyons un budget de 15 000 à 20 000 euros pour aider au transport des délégations étrangères des groupes peu argentés. Les copains d'Espace noir (Saint-Imier) ont ouvert un compte postal en Suisse. En France, c'est le groupe Proudhon de la FA de Besançon qui se charge de récolter l'argent en euros afin d'aider à la réussite de ces Rencontres internationales. Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de : CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex (mention au dos : St Imier 2012). Merci d'avance !

**Le comité d'organisation**

*relations-internationales@federation-anarchiste.org*



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## Les heures de gloire du syndicalisme révolutionnaire

Sylvain Boulouque

UNE REVUE ET UN LIVRE font revivre les heures de gloire du syndicalisme révolutionnaire. La première explore différente dimension alors que le second porte sur un thème unique la maison des syndicats.

Le numéro de la revue *Cahiers d'histoire* coordonné par David Hamelin possède les avantages et les inconvénients des travaux de type universitaire. Elle fait le point de la recherche sur une question sans pour autant en faire le tour. Une certitude après la lecture de ce volume est qu'il reste du pain sur la planche, même si les sources sur ce sujet demeurent fragmentaires, souvent minces et éparpillées, pire ayant souvent disparu. En revanche, contrairement aux travaux universitaires traditionnels, la lecture en est plutôt aisée. David Hamelin présente l'ensemble des articles à travers une introduction. Il analyse la production historique publiée depuis un siècle sur les bourses du travail. Elles se sont constituées à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle passant d'une bourse à Paris en 1887 à plus d'une centaine en 1913.

En schématisant, il est possible de résumer à quelques grandes tendances interprétatives l'histoire des bourses. La première est défendue depuis l'histoire de la Fédération des bourses du travail écrite par Fernand Pelloutier. Elle est d'abord un foyer de placement, qui sous le contrôle des travailleurs, se transforme en un outil de revendication et de lutte. La deuxième la considère comme un lieu pour les municipalités pour organiser localement le travail. Les bourses évoluant pour devenir un foyer de soutien des ouvriers qui élaborent des revendications en liaisons avec la municipalité. Enfin, la thèse reprise par certains universitaires issus du maoïsme présente les bourses comme un « appareil idéologique d'Etat », les bourses intégrant les travailleurs dans la société et les place au service de l'État.

L'un des principaux intérêts de ces articles est de montrer la complexité du phénomène et la conflictualité qui peut exister entre les tenants des différents aspects : bureaux de placement, mis en place des manifestations culturels, lieux de politisation et stratégie d'assimilation.

Le volume commence par un rappel. Les Bourses sont originellement fondées comme des agences de placement par l'économiste libéral belge Gustave de Molinari. Grâce aux innovations et aux progrès techniques, il espérait à rendre le salaire identique aux quatre coins de l'Europe. Les lois du marché étant différentes des espoirs du fondateur des bourses, les ouvriers ont refusé le principe proposé et dès lors les bourses sont devenues un centre de revendications ou en restant initialement aussi un bureau de placement.

Très vite la politisation des bourses entraîne des conflits entre le syndical et le politique. Sur cet aspect, les exemples sont nombreux. L'analyse de la Chambre syndicale ouvrière des ouvriers bouchers souligne les épisodes houleux des rapports entre syndicalisme et politique. à la foi lieu de placement pour les ouvriers bouchers et lieu d'élaboration des revendications salariales et enfin de diffusion du syndicalisme d'abord défendant la république puis très vite tiraillés entre les interprétations du syndicalisme avec même des paradoxes. Le responsable de la chambre syndicale des ouvriers bouchers, avec le soutien du maire de Levallois-Perret, alors cité ouvrière, et un ouvrier portant la parole révolutionnaire dans la corporation sans être boucher, demandant de ne pas interférer entre syndicalisme et politique. Parallèlement, David Rappe montre comment les bourses sont devenues l'expression de l'autonomie ouvrière contre les municipalités. Mais ce qui est vrai à Lyon ou à Saint-Étienne ne l'est pas forcément au niveau

national et en tout cas dans d'autres régions.

En cheminant au fil des articles, il possible d'égrener les différents aspects. Ainsi, les initiatives culturelles sont présentées comme la propagande théâtrale à travers la bourse du travail aminoise – en fait, l'article évoque la totalité des bourses et pas seulement celle d'Amiens. Le théâtre a été un moyen de propagande, les bourses en ont eu plusieurs. Elles ont été particulièrement actives entre 1903 et 1914. Chaque troupe a représenté une vingtaine de pièces à la tonalité antimilitariste et révolutionnaire. Comme les municipalités cherchent à contrôler les représentations, les parades trouvées sont la vente de billets par l'intermédiaire des syndiqués voire même la carte syndicale pour assister au spectacle. À partir, de 1906, l'auteur constate un divorce entre la municipalité, l'équipe du théâtre et la bourse. Les libertaires quittent la troupe de la bourse pour parcourir le pays et connaissent un certain succès alors que la bourse d'Amiens fonde une autre troupe de théâtre, mais dont le succès est faible.

Hétérogène, le volume présente également une analyse de la bourse du travail de Saint-Brieuc qui a inspiré Louis Guilloux et son roman *La Maison du peuple* et par ailleurs une étude sur l'absence de mémoire des Bourses à travers l'exemple de la bourse du travail de Bastia, quasiment absente des principaux ouvrages mémoriels consacrés à la Corse. Mais cette remarque pourrait être étendue à la majeure partie du pays tant l'histoire syndicale est devenue un parent pauvre de l'histoire contemporaine.

S'il n'y avait pas eu le livre de Joël Biard et Danielle Tartakowsky, on peut penser que l'adresse 33, rue de la Grange-aux-Belles serait aussi devenue un presque non-lieu de mémoire, seuls quelques anarchistes s'y réunissant le 21 janvier pour commémorer l'assassinat, par le service d'ordre du PCF, de Nicolas Clos et Adrien Poncet, tombés sous les balles bolcheviques.

Le livre est intéressant à bien des égards. Il est néanmoins marqué par une lecture communiste de l'histoire. Ainsi à propos des événements du 21 janvier 1924, alors que la vérité est établie depuis longtemps, les auteurs écrivent que les responsabilités n'ont jamais été élucidées. Jamais... Au point que le communiste très orthodoxe Lucien Midol pointa la responsabilité d'un militant communiste, exclu depuis et que la commission d'enquête refusa de publier les résultats qui montraient clairement la responsabilité de Gabriel Ducoeur alors secrétaire (communiste) de la Fédération des cheminots. De même, les Vergeat, Lepetit et Lefebvre ont disparu accidentellement en Mer du Nord, or personne n'a ce jour n'a réussi à montrer le caractère accidentel de leur disparition. Ces remarques effectuées, l'impasse Chausson dont l'adresse principale est le 33, rue de la Grange-aux-Belles a représenté pendant



longtemps un des fleurons du mouvement syndical.

Le local a été acheté en grande partie avec l'argent de Robert Louzon – un docteur en droit et ingénieur des mines, riche héritier, qui a découvert le syndicalisme révolutionnaire, et qui devient l'une des plumes de la Vie ouvrière puis de la Révolution prolétarienne – à la suite de la suspension des syndicats de la CGT de la Bourse du travail de Paris. Avec l'extension et le renforcement du mouvement syndical, la maison change vite de statut pour devenir la maison des syndicats de la région parisienne. Très vite l'organisme se développe. Elle est le lieu de toutes réunions et en particulier celle de la minorité de la CGT qui refuse l'Union sacrée. Immédiatement après la Première Guerre mondiale, l'Union des syndicats de la Seine se lance dans une politique d'achat massive de bâtiments avoisinants (Boulevard de la Villette sur les lieux de l'ancienne place du Combat devenue colonel Fabien) et dans d'autres arrondissements parisiens dans le quartier Plaisance du XIV<sup>e</sup> arrondissement. Ces lieux qu'évoquaient par exemple May Picqueray et Maurice Joyeux au détour d'une France dans leurs mémoires. En outre, l'Union des syndicats dote ses bâtiments de services sociaux : imprimerie, logement...

À partir de la fin 1922, la mainmise du Parti communiste sur le mouvement syndical unitaire est quasi complète et définitive, la rue de la Grange aux Belles devient un appendice des organisations communistes, les réunions les plus diverses, souvent sans lien avec le syndicalisme y ont lieu. Jusqu'en 1936, la maison des syndicats est un lieu où se fréquentent de manière quasi exclusive les militants communistes. La période 1936-1944 et les réunifications syndicales a pour effet de permettre aux anciens membres de

la CGT d'accéder aux locaux de la grange aux belles – comme les unitaires entrent dans les locaux confédérés au 211 rue Lafayette. Partout les réunions se multiplient. Elle devient une période de postérité puisque les locations de salle permettent à Usorp de renflouer ses caisses, passablement vides. Il faut cependant que ce sont toujours et principalement les organisations paracomunistes qui obtiennent les locations : Rassemblement universel pour la paix, Brigades internationales. À partir du reflux de 1938, les subventions municipales diminuent. L'année suivante l'approbation par le PCF et d'une partie de la CGT du pacte germano soviétique entraîne la dissolution de nombres de syndicats. L'année suivante, la préfecture de police réquisitionne la Grange-aux-Belles.

À la Libération, les bâtiments sont passablement dégradés. Les militants réinvestissent les lieux. Signes des temps, les noms de salles changent : les anciens pionniers du syndicalisme (comme Pelloutier) sont remplacés par les martyrs communistes (Pierre Semard, René Le Gall, etc.). Mais, les locaux, constitués pour beaucoup d'usines désaffectées, ne correspondent plus au besoin. Une partie des bâtiments est cédée, alors que les autres sont remis en état et deviennent des salles à louer pour les réunions syndicales et celle du PCF. Les auteurs décrivent longuement la transformation administrative et statutaire du bâtiment. La grange aux belles a vécu, les centres d'attraction du syndicalisme se sont déplacés, bientôt les bâtiments de l'avenue Mathurin Moreau sont vendus au PCF et les lieux servent à construire la maison de verre du Parti.

Le 33, rue de la Grange-aux-Belles est vendu en 1989. Plus rien où presque ne rappelle cet objet d'histoire, excepté ce livre. **S.B.**

# La librairie **La Malatesta**

Connaître le passé, comprendre le présent, conquérir le futur...

Se rendre à Madrid sans pousser la porte de La Malatesta serait comme se rendre à Paris sans aller à la Librairie du Monde libertaire. Ce lieu, unique en son genre à Madrid, diffuse la presse et l'édition anarchiste et anarcho-syndicaliste, et est doté d'une centralité et d'une visibilité qui le rend très accessible. Cette librairie, accueillante et bien éclairée, qui est dotée d'un étage avec salle de réunion, est animée par Marcos et Ricardo, qui ont répondu à nos questions.

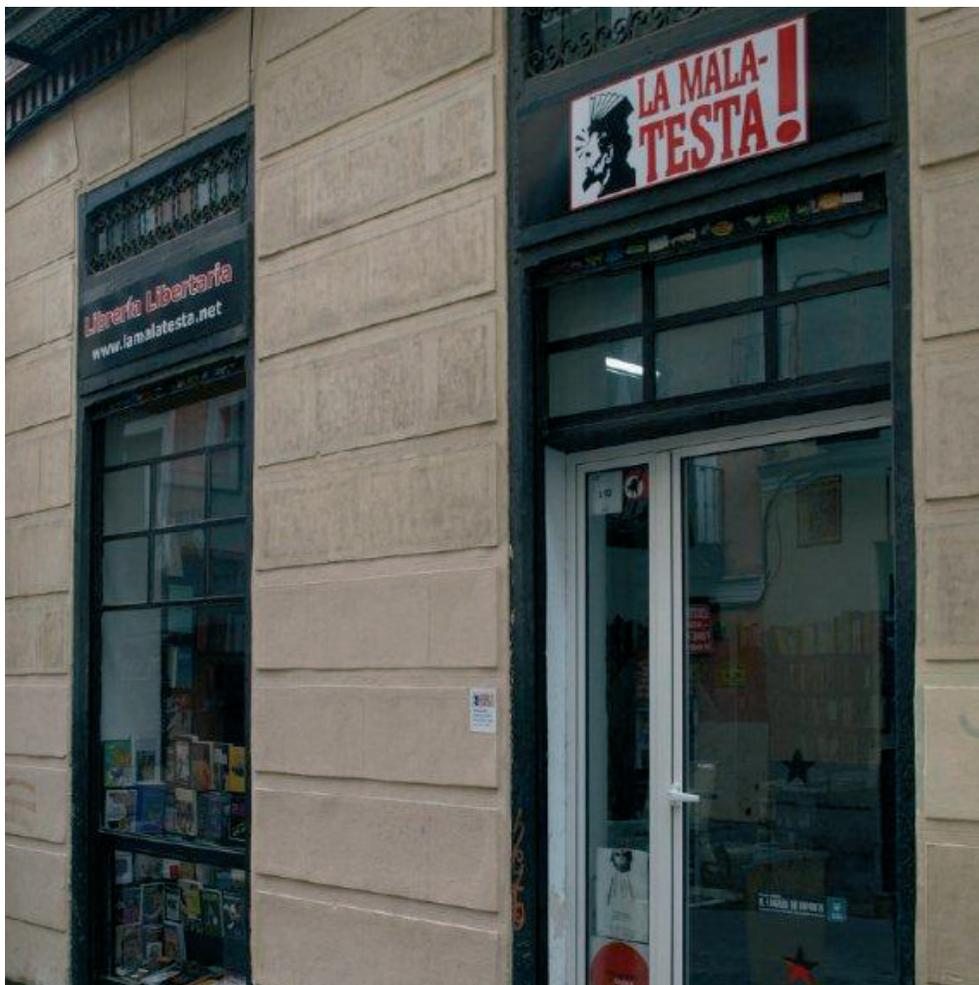
Daniel (groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste)

**AU DÉPART**, en 2005, un collectif ayant pour objectif d'éditer des ouvrages libertaires en Espagne se créa à partir de militants du syndicat des Arts graphiques de la CNT, et d'autres personnes partageant des affinités et des centres d'intérêts communs autour de la culture, des ambitions pour l'édition. Le premier ouvrage publié fut *À travers la mitraille* de Armando Guerra, en 2006. Le dernier livre que nous avons sorti (en 2008, réédité en 2010) s'intitule *Anarchisme et anthropologie, relations et influences mutuelles* avec des contributions de David Graeber, J. Zerzan, B. Roca Martinez... En développant ce travail d'édition, nous nous sommes rendus compte de l'importance d'avoir un lieu physique d'activités, et de là est venue l'idée de créer une librairie. Pour développer nos projets, nous avions besoin d'un lieu spécifique, et c'est en 2007 que nous avons investi le local qui est celui de la librairie La Malatesta, situé au 24, rue Jesus-y-María (Métro Lavapiés ou Tirso de Molina).

À Madrid, s'il existait des maisons d'éditions libertaires ou anarcho-syndicalistes et des stands de vente de livres lors d'événements de rue, il n'y avait pas de librairie dédiée à cette activité. Il faut noter que depuis cinq ans, il y a un important développement de librairies libertaires en Espagne (Barcelone, Vitoria) et de l'édition d'ouvrages sur l'anarchisme en général, y compris chez des éditeurs commerciaux. Des éditeurs libertaires développent des solutions grâce à l'édition digitale qui permet d'éditer des ouvrages en petites séries et pour un prix peu élevé. Remarquons également les nombreuses foires du livre libertaire de Valencia, Madrid, Barcelone, Séville, Saragosse, etc.

Cette dynamique attire un nouveau public, et la librairie La Malatesta en bénéficie : enseignants universitaires, étudiants, écrivains qui cherchent des infos pour leur travail, documentalistes sont nombreux à venir nous voir. Nous pensons qu'il passe ici plus de gens non militants que de militants libertaires.

Le site internet de la librairie ([www.lamalatesta.net](http://www.lamalatesta.net)) est très fréquenté également. Nous ne pensons pas qu'il y ait compétition entre la lecture en ligne (qui est un moyen coûteux, en plus) et l'usage d'un livre papier. En revanche, nous avons noté une baisse de lecto-



rat pour notre presse papier, essentiellement mensuelle : peut-être le format de parution mensuel n'est-il pas adapté à l'ère de l'internet ?

Dans l'actuel contexte espagnol, le livre est un objet de luxe ; alors que l'édition libertaire se porte plutôt bien, la culture est aujourd'hui reléguée au second plan, mais la librairie résiste et, économiquement, elle se maintient. Nos projets sont de continuer à amplifier nos activités, utiliser l'espace que nous avons pour développer des débats, des réunions publiques, des réunions de collectifs des indignés (15-M) ou des athées, des cours d'esperanto. Et continuer à éditer des ouvrages en développant la lecture critique et libertaire.

Nous connaissons les librairies libertaires à l'étranger comme Publico, La Gryffe et

Quilombo en France. Nous avons connaissance de projets en cours pour des librairies libertaires à Mexico, au Chili. Il y a des échanges d'informations entre librairies libertaires en Espagne, un réseau informel existe, mettre en place quelque chose de plus formel paraît plus difficile pour des raisons de moyens techniques et humains, idéologiques, de fonctionnements...

En conclusion, nous adressons un chaleureux salut aux compagnons du *Monde libertaire* et de la Fédération anarchiste, dont nous savons qu'ils développent un travail culturel très important, et dont nous envions le renommé Salon du livre libertaire de Paris, lorsque nous en lisons les programmes, les chiffres de fréquentation, les photographies...

Propos recueillis par Daniel Vidal

# Un peintre anarchiste disparaît

**FIDÈLE AMI DE RADIO LIBERTAIRE**, le peintre Jean Dassonval, en mars 2012, sans tambour ni trompette, passait l'arme à gauche. Tout au long de cette aventure commune entre deux créateurs, une radio et un peintre, les relations et les échanges furent vivants et chaleureux.

D'un côté, Jean, avec ses images insolentes et « parlantes ». De l'autre « Chronique Hebdo », sur Radio libertaire, une émission chargée de la critique sociale anarchiste de l'actualité.

Plus que cela, Jean était un ami personnel, mon ami. Il m'entraînait au musée pour m'apprendre à regarder, un tableau. Un jour, c'était Max Beckman, peintre allemand aux images expressionnistes sombres et tragiques. Une autre fois, c'était Picabia et son insolence sarcastique, critique de tout dogme. Moi, qui, comme l'avouait Proudhon

de lui-même, n'avait pas une sensibilité artistique très développée, j'écoutais Jean me raconter l'histoire du tableau ou du peintre et la richesse imaginaire de la création. En contrepartie, j'essayais de lui faire lire le bouquin de Proudhon sur *La Destination sociale de l'art*. Succès pas assuré ! Après cette balade dans les reflets du réel et de l'idéal, nous allions sacrifier à la « dive bouteille » et nous régaler, à l'autre bout du parc surplombant les entrailles de Beaubourg, à La Cloche des Halles, rue du Coq-Héron.

Mais, en ces temps d'adolescence de Radio libertaire, il fallait assurer non seulement les arrières mais le futur. Et nous n'étions pas seuls, Jean et moi. Un groupe de la Fédération anarchiste baptisé en ces temps de crise bovine « La Vache folle » organisait des réunions « exposition-vente » des tableaux de tous nos amis peintres, dont Jean

faisait partie. Il y avait, et j'en oublie sûrement, Dassonval, Pouppeville, Livartowsky, Liejs, Bahvsar, Thomas Roudeix, et bien d'autres. Et ces séances, où nos amis peintres exposaient leurs œuvres, attiraient le chaland, souvent ami. Le produit des ventes allait à la radio.

Alors, Jean, c'était la belle époque. Quelle idée tu as eu de nous faire faux bond, de prendre la tangente, de passer l'arme à gauche. Cette arme bienveillante et généreuse qui était ton pinceau enveloppé dans ton humour souriant. Allez, Jean, ne te tracasse pas. Tu es toujours avec nous. Salut.

**Jacques, dit Archibald Zurvan**

*Groupe anarchiste La Vache folle*

## Pierre-Valentin, l'ultime désertion



**C'EST AVEC TRISTESSE** que nous vous annonçons la désertion finale, ce 6 mai, du doyen des antimilitaristes libertaires (pièce jointe de sa petite-fille, Florence Berthier) !

Pierre-Valentin, né le 18 septembre 1911, était journaliste, correcteur, notamment au *Monde*, auteur de poèmes, de romans, de biographies et de plusieurs livres de référence sur l'usage de la langue française (avec son ami Jean-Pierre Colignon). Il a aussi écrit de nombreux articles dans la presse anarchiste. Il a collaboré, jusqu'à la disparition de sa femme Suzanne, en 2009, à l'Union pacifiste (dont il ne verra pas le n° 500 de juin 2012).

Il avait été arrêté pour insoumission en 1932.

Ami des vrais Berrichons : Louis Lecoin, Louis Briselance, Thérèse Collet, Rolland Hénault, Marius Alexandre Jacob (Berrichon d'adoption), son urne de réfractaire aux élections sera déposée dans le caveau de sa famille, à Issoudun.

**René**

Pour en savoir plus sur notre ami PVB deux sites : <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article2126>, <http://raforum.info/spip.php?article1957>.

# 70<sup>e</sup> congrès de la FA

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE tiendra les 26, 27 et 28 mai son 70<sup>e</sup> congrès à Rouen.

Comme chaque année, le congrès sera l'occasion de faire un bilan de l'action de la FA, par ses groupes et militants, mais également sur l'activité et la situation de ses œuvres (Radio libertaire, *Le Monde libertaire*), depuis le dernier congrès réuni à Corbigny, dans la Nièvre, en juin de l'année dernière.

Cette année a été marquée par un contexte électoral malheureusement peu propice aux grands mouvements sociaux. Pour autant, l'activité de la Fédération anarchiste, portée par la dynamique de ses œuvres et de ses militants, a été importante et a permis un développement qu'il importe de souligner mais aussi de consolider et de prolonger. Ainsi la Fédération anarchiste, qui réunit aujourd'hui 105 groupes et liaisons, présents dans 70 départements en France, à l'Outre-Mer mais aussi en Suisse et en Belgique a-t-elle gagné 18 implantations sur les douze derniers mois et 33 groupes et liaisons depuis deux ans.

Ce développement doit se poursuivre pour renforcer les groupes existants, transférer les liaisons en groupes et nous implanter dans les régions et villes où nous sommes encore absents et où le mouvement libertaire est à reconstruire. L'objectif doit être de rompre l'isolement des militants en multipliant les liaisons, dans le but que celles-ci se transforment rapidement en groupes et que ces derniers se développent pour atteindre la taille suffisante pour occuper tout le panel militant qu'un groupe anarchiste peut offrir : propagande, formation, participation aux luttes, participation aux œuvres et à la vie fédérale, entraide... La formation d'unions locales, départementales et régionales doit aller de pair avec le développement des groupes pour permettre la coordination des activités et la mise en commun des expériences et des ressources.

La dynamique fédérale est également portée par les œuvres fédérales qui se sont largement mobilisées cette année.

Radio libertaire, la voix de la Fédération anarchiste, avec plus de 90 émissions animées par plus de 200 militants, a ainsi fêté ses 30 ans en octobre dernier et a réuni pendant deux journées de rencontres, de concerts et de débats plus de 2000 auditeurs.

*Le Monde libertaire* a décidé, après la tenue d'un congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste au mois de novembre à Paris et consacré à la situation de son journal, l'édition d'une nouvelle formule gratuite sur la base d'un numéro de 8 pages distribué par



les réseaux militants à près de 8000 exemplaires par semaine. La question de la présence en kiosque, à la suite de la contre-réforme liberticide de Presstalis qui prive de revenus toute la presse militante et sans publicité, reste posée comme celle de la périodicité du journal. Votre soutien, par la souscription, par vos abonnements et par la diffusion du journal reste primordial.

Le 6<sup>e</sup> Salon du livre libertaire, organisé sur trois journées – les 11, 12 et 13 mai derniers – à Paris a compté plusieurs milliers de visiteurs, plus d'une centaine d'auteurs présents et plus d'une centaine de structures d'éditions militantes et alternatives. Cela témoigne d'une vitalité certaine de l'édition libertaire, ainsi que de l'intérêt du public qui a encore une fois massivement répondu présent.

Organisées à Saint-Imier, en Suisse, les Rencontres internationales de l'anarchisme est un pari formidable lancé à l'initiative de la Fédération anarchiste, de l'Organisation socialiste libertaire, de la Fédération libertaire des Montagnes et de la coopérative Espace noir. À l'occasion de l'anniversaire des 140 ans du congrès de l'Internationale anti-autoritaire à Saint-Imier, en 1872, et de ses résolutions, qui constituent encore aujourd'hui le socle de l'anarchisme ouvrier, une rencontre mondiale des anarchistes de tous les continents est organisée parallèlement à la tenue du 9<sup>e</sup> congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA). Ces événements qui devront rassembler plusieurs milliers de personnes, du 9 au

12 août, constituent un véritable défi politique, militant et financier qui démontreront la valeur de l'internationalisme au sein du mouvement anarchiste, hier, comme aujourd'hui, et pour demain.

Enfin, notre implication dans les luttes occupera un espace important du congrès. Une coordination syndicaliste libertaire des militants a été créée pour partager les expériences et confronter nos pratiques dans les luttes et dans nos structures syndicales. Les alternatives en actes et la fédération des expériences autogestionnaires seront également abordées dans le cadre de nos axes de propagande, de nos campagnes fédérales, afin de permettre la crédibilisation des idées et méthodes libertaires par leurs mises en pratique et la construction de revendications en rupture avec les logiques étatiques et capitalistes.

Voici quelques aspects qui seront donc abordés par les quelque 150 délégués attendus au congrès de la Fédération anarchiste à Rouen ce week-end.

Créez ou rejoignez des groupes libertaires ! Militez pour la diffusion des idées et des pratiques anarchistes et leurs mises en application, ici et maintenant ! Adhérez à la Fédération anarchiste !

**Julien Bournique**

*Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste  
Secrétaire aux Relations intérieures*



## Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz ou sur le net à <http://media.radio-libertaire.org/>

### Jeudi 24 mai

**Chronique hebdo (10 h 00)** Jean Luc Porquet est notre invité, il est l'auteur de *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu*. Nous évoquerons aussi ses rubriques dans *Le Canard enchaîné*.

**Radio Goliard [s] (16 h 30)** Retour sur la révolution française: débat autour du livre *Pour quoi faire la Révolution ?* publié aux éditions Agone. Avec: Guillaume Mazeau, l'un des auteurs et Aurore Chéry, doctorante en histoire moderne.

**Si vis pacem (18 h 00)** Les médias pacifistes et la guerre d'Algérie. Invités: des historiennes de la Sorbonne.

### Vendredi 25 mai

**Les oreilles libres (14 h 30)** Le droit d'auteur (sur la nécessité de son évolution au regard de la création contemporaine) et l'utilisation du terme piratage.

### Samedi 26 mai

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)**

**Chronique syndicale (11 h 30)** Luites et actualités sociales.

**Chroniques rebelles (13 h 30)** Débats, dossiers, rencontres...

### Dimanche 27 mai

**Restons éveillés ! (00 h 00)** Libre antenne, la parole aux personnes qui en sont exclues.

### Lundi 28 mai

**Les Enfants de Cayenne (09 h 00)** Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

**Lundi matin (11 h 00)** L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

**Je suis une ville (13 h 00)** L'artiste peintre Laurent Melon évoque son ouvrage *Hugorama, la Légende des siècles*, paru aux Éditions libertaires.

**Trous noirs (16 h 00)** Sur les chemins des Andes, Sébastien Jallade a rencontré des paysans quechuas, des artisans, des mineurs, des animateurs d'une radio communautaire... Il évoque avec nous son livre *Espiritu Pampa*.

### Mardi 29 mai

**Artracaille (11 h 00)** Art en marge.

**Pas de quartiers... (18 h 00)** L'association culturelle Anartscène nous parlera d'anarchie, de culture, avec des textes et des chansons aussi.

**Paroles d'associations (19 h 30)** *Des Quais à la scène*, spectacle qui se joue tous les jeudi au théâtre Bourvil. Avec Elina Dumont, auteur et comédienne.

### Mercredi 30 mai

**Blues en liberté (10 h 30)** Memphis Slim.

**Femmes libres (18 h 30)** Avec Mariane Le Morvan, auteure de la première biographie de Berthe Weill. Historienne de l'art diplômée de la Sorbonne, elle est la première à s'être intéressée au rôle oublié de la galeriste.

**Ras les murs (20 h 30)** Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

### Jeudi 31 mai

**Si vis pacem (18 h 00)** Péril jaune à Eurosatory (armées chinoises et indiennes): l'Organisation de coopération de Shanghai prête à remplacer l'Otan en Afghanistan.

### Vendredi 1<sup>er</sup> juin

**Sortir du colonialisme (16 h 00)** Décolonisation.

**La grenouille noire (21 h 00)** Émission écololibertaire.

## Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

AVRIL 2012

Mme Passicot (93) : 50 euros

M. F. Laplace (84) : 15 euros

CENIT-CNT (75) : 100 euros

M. A. Piestre (61) : 5 euros

M. R. Arzano (75) : 50 euros

M. J.-M. Traimond (92) : 200 euros

Mme. P. Newell (93) : 50 euros

M. R. Hanne (57) : 20 euros

M. O. Fayel (69) : 20 euros

TOTAL : 510 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire



# Salons du **livre libertaire** d'ici et d'ailleurs

## Montréal (Canada)

Ni dieu ni maître ! Ni patron ni frontière !  
No gods, no masters ; no bosses, no borders !

Le Festival de l'Anarchie prendra place au mois de mai, avec des événements reliés à l'anarchisme, dans plusieurs lieux publics de Montréal. Le Festival de l'anarchie, dans le cadre du Salon du livre anarchiste de Montréal (29 au 29 mai) est l'un des plus importants événements du genre en Amérique du Nord. info : [www.salonanarchiste.ca](http://www.salonanarchiste.ca)

## Vendredi 25 mai

de 14 heures à 23 heures

## Samedi 26 mai

de 10 heures à 18 heures

## Dimanche 27 mai

de 10 heures à 18 heures

## Lisbonne (Portugal)

V<sup>e</sup> Fête du Livre anarchiste de Lisbonne.  
Outre les éditeurs et auteurs d'ouvrages se réclamant de la pensée anarchiste présents à ce salon du livre, de nombreux débats auront lieu ainsi que des projections de films et des concerts. Faculté des Beaux arts de Lisbonne, Academia Nacional de Belas Artes, 1 249-058 – Lisboa – Portugal. Pour plus de renseignements sur le programme de ces trois journées. [feiradolivroanarquista.blogspot.com](http://feiradolivroanarquista.blogspot.com)

## Barcelone (Espagne)

110<sup>e</sup> anniversaire de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone

## Vendredi 25 mai

19 heures. Radio RSK (107.10) «Ça pourrait être pire», émission enregistrée en public avec d'autres radios alternatives pour les 110 ans de l'Athénée. Centre civique Can Basté. 274, passage Virrei Amat.

## Vendredi 1<sup>er</sup> juin

19 heures. Vernissage de l'exposition «110 ans d'Athénée, 110 ans de combat pour la connaissance et l'explosion» qui restera ouverte tous les après-midi jusqu'au 16 juin. Residencia d'Investigadores – CSIC – 64 rue Hospital.

## Mardi 5 juin

19 heures. Conférence/débat, «L'cole moderne au Brésil : éducation anarchiste hier et aujourd'hui». Ateneu Rosa del Foc, 5 rue Robi, baixos B.

## Jeudi 7 juin

19 heures. Deux conférences/débats «Joan Amades à l'Assemblée encyclopédique populaire», et «Les Amis du soleil. Naturisme hier et aujourd'hui». Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital.

## Mardi 12 juin

19 heures. «Le coopératisme aujourd'hui» Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital.

## Jeudi 14 juin

19 heures. «Reclus vers la fusion Nature/Ville». Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital. Pour tout contact: Centre de documentation historique et social, 26, Passeig Sant Joan – 1, r, 08 100. <http://ateneuenciclopedicpopular.org>



## Mardi 29 mai

### Rennes (35)

20 heures Soirée débat Travail, production, consommation : quelles alternatives au capitalisme ? Projection d'un documentaire sur une Amap autogérée en Seine Saint Denis (Court Circuit) et d'extraits du documentaire «Les sentiers de l'Utopie» (J. Jordan, I. Fremeaux, 2011). Organisé par le groupe libertaire La Digne Rage. A la Vie Enchantée, 18 quai E. Zola.

## Jeudi 7 juin

### Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra François Ruffin, l'animateur du journal Fakir basé à Amiens, mais aussi collaborateur au Monde diplomatique et reporter de l'émission Là-bas si j'y suis sur France Inter. Nous y parlerons aussi de «Leur grande trouille, journal intime de mes 'pulsions protectionnistes'» (Les Liens qui Libèrent, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire. Bibliothèque Sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles.

## Vendredi 8 juin

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19h15. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème : Peut-on se passer de la monnaie ? Au local La Rue, 10, rue Robert Planquette (3e à droite en montant la rue Lepic depuis le métro Blanche). M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 23 juin

### Paris XI<sup>e</sup>

16 heures. Claudio Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M<sup>o</sup> République ou, Entrée libre et gratuite.

### La Fédération anarchiste s'est enrichie de deux nouvelles liaisons

Une liaison de la Fédération anarchiste est présente à Vernon dans le département de l'Eure. Vous pouvez la joindre à l'adresse [vernon@federation-anarchiste.org](mailto:vernon@federation-anarchiste.org)

La liaison GranitE 23 de la FA est présente dans l'Ouest de la Creuse. Elle tient un blog à l'adresse :

<http://liaisongranit eklablog.com/>. Vous pouvez la joindre en écrivant à :

[granite23@federation-anarchiste.org](mailto:granite23@federation-anarchiste.org)

Consultez l'annuaire des 104 groupes et liaisons de la Fédération anarchiste régulièrement mis à jour sur le site <http://www.federation-anarchiste.org/>

